

## **Consultation concernant un projet de proposition du Conseil de l'IBPT pour deux arrêtés royaux relatifs à la bande 26 GHz**

---

### **Comment réagir au présent document ?**

---

Jusqu'au 3 novembre 2025  
Uniquement par e-mail à [consultation.sg@ibpt.be](mailto:consultation.sg@ibpt.be)  
Avec la référence « Consult-2025-A6 »

Personne de contact : Michaël Vandroogenbroek, 1<sup>er</sup> Ingénieur-Conseiller (+32 2 226 88 11)

Merci de joindre ce [formulaire de couverture](#) à votre réponse.

Vos commentaires devraient se référer aux paragraphes et/ou sections auxquels ils se rapportent et indiquer clairement ce qui est confidentiel.

---

## TABLE DES MATIÈRES

1.	Introduction .....	3
2.	Base légale.....	4
3.	Régime d'autorisation .....	4
4.	Limitation .....	6
5.	Propositions d'arrêté royal.....	6
6.	Redevance unique .....	6
	Annexe 1 - Proposition d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 26 GHz.....	8
	Annexe 2 - Proposition d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 juin 2023 concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande.....	40
	Annexe 3 - Version consolidée de l'arrêté royal du 4 juin 2023 <i>concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande</i> .....	48

## 1. Introduction

1. La bande 26 GHz<sup>1</sup> a été identifiée comme la bande pionnière, au-dessus de 24 GHz (bandes millimétriques), pour la 5G en Europe.
2. Conformément à l'article 54 du Code des communications électroniques européen<sup>2</sup>, les États membres doivent autoriser l'utilisation d'au moins 1000 MHz de la bande 26 GHz, pour autant que des éléments de preuve démontrent clairement l'existence d'une demande du marché et l'absence de contraintes significatives concernant la migration des utilisateurs existants ou la libération de la bande, au plus tard le 31 décembre 2020, afin de faciliter le déploiement de la 5G.
3. La décision 2019/784/EU<sup>3</sup>, modifiée par la décision 2020/590/EU<sup>4</sup>, harmonise les conditions techniques de la disponibilité et de l'utilisation efficace du spectre dans la bande 26 GHz dans l'Union européenne.
4. Une première consultation publique concernant l'utilisation de la bande 26 GHz pour la 5G a été organisée par l'IBPT en avril 2019<sup>5</sup>. Celle-ci avait montré l'absence de demande du marché pour la bande 26 GHz.
5. Une deuxième consultation publique a été organisée par l'IBPT en septembre 2023<sup>6</sup>. Celle-ci n'a pas permis de démontrer clairement l'existence d'une demande immédiate du marché, mais a néanmoins montré une demande potentielle à partir de 2025.
6. En Belgique, la sous-bande 24500-26500 MHz était utilisée de manière intensive pour les faisceaux hertziens. Le reste de la bande 26 GHz, à savoir les sous-bandes 24250-24500 MHz et 26500-27500 MHz, est disponible.
7. En décembre 2018, l'IBPT a décidé d'interdire l'installation de nouveaux équipements pour les faisceaux hertziens dans la bande 26 GHz, afin de faciliter un réaménagement de la bande au moment voulu<sup>7</sup>. Il reste actuellement environ [300] liaisons par faisceaux hertziens dans la bande 26 GHz. La migration de ces liaisons ne devrait pas poser de problèmes significatifs.
8. En raison de ses caractéristiques radioélectriques, la bande 26 GHz est particulièrement adaptée à la fourniture de services nécessitant une bande passante élevée et une très faible latence, et ne nécessitant pas de zones de couverture étendues.
9. Les principaux cas d'usages potentiels sont :
  - l'accès fixe sans fil ou FWA<sup>8</sup> ;
  - la fourniture de services mobiles à larges bandes passantes basés sur le consommateur dans des zones ciblées où la capacité la plus élevée est nécessaire (événements sportifs, concerts, foires) ;

---

<sup>1</sup> Bande de fréquences comprises entre 24250 et 27500 MHz.

<sup>2</sup> Directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen.

<sup>3</sup> Décision d'exécution 2019/784/UE de la Commission du 14 mai 2019 sur l'harmonisation de la bande de fréquences 24,25-27,5 GHz pour les systèmes de Terre permettant de fournir des services de communications électroniques à haut débit sans fil dans l'Union.

<sup>4</sup> Décision d'exécution 2020/590/UE de la Commission du 24 avril 2020 modifiant la décision 2019/784/UE en ce qui concerne la mise à jour des conditions techniques applicables à la bande de fréquences 24,25-27,5 GHz.

<sup>5</sup> Consultation organisée par le Conseil de l'IBPT concernant l'utilisation de la bande 26 GHz pour la 5G, du 30 avril au 14 juin 2019.

<sup>6</sup> Consultation du Conseil de l'IBPT concernant la demande du marché pour l'établissement et l'exploitation d'une installation émettrice dans la bande 26 GHz, du 1<sup>er</sup> septembre au 3 novembre 2023.

<sup>7</sup> Décision du Conseil de l'IBPT du 3 décembre 2018 concernant l'octroi de bandes de fréquences exclusives pour l'utilisation de faisceaux hertziens et l'interface radio E18 (bande 26 GHz).

<sup>8</sup> *Fixed Wireless Access*.

- des applications industrielles spécifiques qui requièrent de larges bandes passantes.
10. Malgré l'identification de la bande 26 GHz comme bande pionnière pour la 5G, les déploiements restent extrêmement limités en Europe. Les causes probables sont le nombre limité de cas d'usages avec un modèle d'affaires pertinents associés et l'absence d'un écosystème de terminaux.
11. Deux consultations publiques sont publiées en même temps sur le site Internet de l'IBPT :
- une consultation à la demande de la Ministre des télécommunications concernant un projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (voir section 6) ;
  - une consultation concernant le projet de proposition du Conseil de l'IBPT de deux arrêtés royaux relatifs à la bande 26 GHz (la présente consultation).

## 2. Base légale

12. Conformément à l'article 13/2, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 2005 *relative aux communications électroniques* (ci-après « LCE »), l'IBPT détermine le régime d'autorisation le plus approprié pour l'utilisation du spectre radioélectrique.
13. Conformément à l'article 20, § 1<sup>er</sup>, de la LCE, lorsque l'IBPT conclut que le régime d'autorisation le plus approprié pour l'utilisation du spectre radioélectrique est l'octroi de droits d'utilisation du spectre radioélectrique, il examine s'il convient de limiter le nombre de droits d'utilisation du spectre radioélectrique à octroyer.
14. Conformément à la LCE, les règles suivantes sont fixées par arrêté royal sur proposition de l'IBPT, ou d'initiative, après avis de l'IBPT :
- 14.1. les cas où une autorisation de l'IBPT afin de détenir ou utiliser un équipement hertzien n'est pas requise (article 13/1, § 2) ;
  - 14.2. les conditions d'obtention et certaines conditions d'exercice des droits d'utilisation du spectre radioélectrique (article 18, § 1<sup>er</sup>) ;
  - 14.3. la procédure visant à limiter le nombre de droits d'utilisation du spectre radioélectrique à octroyer (article 20, § 2) ;
  - 14.4. les règles générales d'octroi des autorisations de radiocommunications privées et les obligations des titulaires d'une autorisation (article 39).
15. La section 3 concerne la détermination du régime d'autorisation pour la bande 26 GHz.
16. La section 4 concerne l'examen de la nécessité de limiter le nombre de droits d'utilisation du spectre radioélectrique à octroyer.
17. Le projet d'arrêté royal de l'annexe 1 concerne les règles visées aux §§ 14.1, 14.2 et 14.3, pour la sous-bande 24700-27500 MHz.
18. Le projet d'arrêté royal de l'annexe 2 concerne les règles visées au § 14.4 pour la sous-bande 24250-24700 MHz.

## 3. Régime d'autorisation

19. Même si la neutralité technologique s'applique pour la bande 26 GHz, celle-ci sera a priori utilisée pour la technologie NR<sup>9</sup>.
20. La technologie NR ne peut fonctionner que dans les bandes de fréquences définies par le 3GPP<sup>10</sup>. Le 3GPP a défini des bandes licenciées et des bandes non licenciées pour la technologie NR. Pour

---

<sup>9</sup> *New Radio*.

<sup>10</sup> *3<sup>rd</sup> Generation Partnership Project*.

les bandes non licenciées, une procédure basée sur la détection qui évalue la disponibilité d'un canal pour effectuer des transmissions a été développée par le 3GPP.

21. La bande 26 GHz (bande 3GPP n258) est une bande licenciée. Le régime d'autorisation générale ne permet donc pas d'assurer la protection contre le brouillage préjudiciable et la qualité technique des communications ou du service. Or la protection contre le brouillage préjudiciable et la qualité technique des communications ou du service sont indispensables pour des usages à faible latence et haute fiabilité.
22. Les droits d'utilisation individuels ont contribué au succès des services mobiles. Les droits d'utilisation individuels ont prouvé leur efficacité et ils offrent les garanties indispensables au soutien des décisions d'investissement à long termes pour la 5G et les générations mobiles futures. Les droits d'utilisation individuels constituent également le meilleur moyen d'éviter tout problème d'interférences et permettent donc d'offrir la meilleure qualité de service possible aux clients.
23. Bien que les utilisations soient essentiellement locales, ces dernières seraient cependant nombreuses et réparties dans différents types d'environnement et différentes parties ou régions du pays. Dans ce contexte de multiplicité d'utilisations, des droits d'utilisation octroyés sur une base nationale offriraient le plus d'avantages en termes de souplesse et de flexibilité de déploiement pour les opérateurs. L'octroi de droits d'utilisation sur une base nationale permettrait certainement d'éviter une utilisation inefficace du spectre.
24. La 5G constitue une rupture technologique majeure qui intègre une véritable dimension industrielle. La bande 26 GHz présente un intérêt particulier pour l'industrie 4.0. Les réseaux pour l'industrie 4.0 peuvent être des réseaux intégrés au réseau public<sup>11</sup> ou des réseaux autonomes<sup>12</sup>. Les réseaux autonomes ont des avantages et des inconvénients par rapport aux réseaux intégrés au réseau public. Un réseau autonome pourrait être une solution plus intéressante pour certaines entreprises qui veulent pouvoir maîtriser la connectivité de bout-en-bout et qui en ont les moyens en termes de compétences.
25. Les futurs usages spécifiques dans le contexte industriel ne sont pas encore totalement connus. Il subsiste encore beaucoup d'inconnues sur les différents besoins des entreprises en matière de 5G industrielle, et sur la part des entreprises qui opteront pour un réseau autonome plutôt que pour un réseau intégré au réseau public. L'IBPT estime que la possibilité pour des entreprises d'accéder directement au spectre dans la bande 26 GHz favoriserait la concurrence et l'innovation dans le domaine de l'industrie 4.0.
26. L'IBPT juge approprié de réserver une partie de la bande 26 GHz pour les réseaux autonomes. La quantité de spectre réservée aux réseaux autonomes devrait, d'une part, permettre de satisfaire les besoins des réseaux autonomes, et d'autre part, laisser suffisamment de spectre pour les opérateurs mobiles publics.
27. En Europe, plusieurs pays<sup>13</sup> ont réservé une partie de la bande 26 GHz pour les réseaux autonomes.
28. Pour la bande 26 GHz, la largeur d'un canal NR est de 50, 100, 200 ou 400 MHz. Chaque opérateur mobile devrait donc pouvoir disposer d'au minimum 400 MHz. Il devrait également être possible de disposer de 400 MHz pour déployer des réseaux autonomes.
29. La GSMA estime qu'il serait nécessaire de mettre initialement à disposition 800 MHz par opérateur dans les ondes millimétriques<sup>14</sup>.
30. Conformément à la décision 2019/784/EU (annexe, 2.2 et 2.3), la taille des blocs assignés est un multiple de 200 MHz et la limite supérieure d'un bloc assigné est alignée sur le bord supérieur de la

---

<sup>11</sup> Un « réseau intégré au réseau public » est un réseau déployé avec le soutien d'un opérateur et utilisant les fréquences de cet opérateur.

<sup>12</sup> Un « réseau autonome » est un réseau utilisant des fréquences n'appartenant à aucun opérateur.

<sup>13</sup> Allemagne, Danemark (400 MHz), Espagne, Finlande (600 MHz), France, Lettonie, République tchèque, Royaume-Uni, Slovaquie et Suède (850 MHz).

<sup>14</sup> *5G Spectrum GSMA Public Policy Position, June 2022.*

bande 26 GHz (27500 MHz) ou espacée de celui-ci d'un multiple de 200 MHz. Une taille de bloc inférieure de 50 MHz, de 100 MHz ou de 150 MHz est également possible pour garantir une utilisation efficace de la bande de fréquences complète.

31. La bande 26 GHz peut donc être subdivisée en seize blocs de 200 MHz entre 24300 MHz et 27500 MHz (numérotés de 1 à 16) et un bloc de 50 MHz entre 24250 et 24300 MHz.
32. L'IBPT propose d'identifier 2800 MHz (blocs 3 à 16) pour les opérateurs mobiles publics. Dans un scénario à quatre et avec un « *spectrum cap* » de 800 MHz, l'opérateur mobile le plus mal loti serait certain de pouvoir obtenir au moins 400 MHz. Le reste bande, soit 450 MHz est identifié pour les réseaux autonomes. La proposition est représentée à la figure 1.

0	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16				
Réseaux autonomes			Réseaux publics (mise aux enchères)																	
24250			24700															27500		

**Figure 1**

## 4. Limitation

33. Pour rappel, la taille des blocs assignés doit être un multiple de 200 MHz. Le « *spectrum cap* » doit donc être un multiple de 200 MHz.
34. Pour rappel, la GSMA estime qu'il serait nécessaire de mettre initialement à disposition 800 MHz par opérateur dans les ondes millimétriques. L'IBPT estime donc que le « *spectrum cap* » ne peut pas être inférieur à 800 MHz.
35. Avec un « *spectrum cap* » de 1000 MHz, trois opérateurs pourrait monopoliser la totalité du spectre identifié. L'IBPT estime donc que le « *spectrum cap* » ne peut pas être supérieur à 800 MHz.
36. L'IBPT propose donc un « *spectrum cap* » de 800 MHz.
37. Vu le « *spectrum cap* » de 800 MHz, des droits d'utilisation ne pourraient être attribués qu'à un maximum de quatre opérateurs. Il n'y a donc pas d'autres choix que de limiter le nombre de droits d'utilisation du spectre radioélectrique.

## 5. Propositions d'arrêté royal

38. Le premier projet d'arrêté royal (annexe 1) concerne les droits d'utilisation du spectre radioélectrique pour des opérateurs dans la bande 26 GHz (sous-bande 24700-27500 MHz).
39. Le deuxième projet d'arrêté royal (annexe 2) concerne les autorisations de radiocommunications privées dans la bande 26 GHz (sous-bande 24250-24700 MHz). Ce projet est une révision de l'arrêté royal du 4 juin 2023 *concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande*, afin d'y ajouter la sous-bande 24250-24700 MHz. Une version consolidée de l'arrêté royal du 4 juin 2023 *concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande*, figure à l'annexe 3.
40. De plus amples informations contextuelles sont contenues dans les projets de texte.

## 6. Redevance unique

41. Pour obtenir des droits d'utilisation du spectre radioélectrique, les opérateurs sont tenus de payer une redevance unique conformément à l'article 30 de la LCE.
42. Le montant de la redevance unique est actuellement fixé, par l'article 30 de la LCE, pour les bandes de fréquences 700 MHz, 800 MHz, 900 MHz, 1400 MHz, 1800 MHz, 2100 MHz, 2600 MHz et 3600 MHz. Par contre, il n'est pas fixé pour la bande 26 GHz.

43. En 2019, l'IBPT a fait appel à un consultant indépendant pour étudier la problématique des redevances uniques et de la réglementation pour la bande 3600 MHz et pour la bande 26 GHz. Cette étude a été réalisée par Analysys Mason et a donné lieu au rapport « *Value of spectrum in the 3600MHz and 26GHz bands* » du 7 novembre 2019. L'IBPT a publié ce rapport sur son site Internet le 28 novembre 2019.
44. En 2019, le rapport d'Analysys Mason recommandait un montant de 4,7 millions d'euros par bloc de 200 MHz (pour 20 ans) en cas d'octroi à court terme de la bande 26 GHz. Le rapport suggérait cependant de ne pas octroyer la bande directement, mais d'attendre qu'on dispose de plus d'informations sur la technologie, la facilité d'utilisation et le potentiel de revenus de la bande 26 GHz.
45. Sur base du rapport d'Analysys Mason, le montant de 98 euros par MHz et par mois pourrait être inséré à l'article 30 de la LCE. Une modification de l'article 30 de la LCE sort cependant du cadre de la présente proposition.
46. Une consultation à la demande de la Ministre des télécommunications concernant un projet de modification de l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, a été publiée sur le site Internet de l'IBPT.

Bernardo Herman  
Membre du Conseil

Peggy Valcke  
Membre du Conseil

Stefaan Vyverman  
Membre du Conseil

Michel Van Bellinghen  
Président du Conseil

**Annexe 1 - Proposition d'arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 26 GHz**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
<b>SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>[] - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 26 GHz</b>	<b>[] - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de 26GHz-band</b>
<b>RAPPORT AU ROI</b>	<b>VERSLAG AAN DE KONING</b>
Sire,	Sire,
<b>Généralité</b>	<b>Algemeen</b>
Le présent arrêté définit les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la sous-bande de fréquences 24700-27500 MHz.	Dit besluit bepaalt de voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de subfrequentieband 24700-27500 MHz.
Conformément à l'article 54 de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après "Code des communications électroniques européen"), les États membres doivent autoriser l'utilisation d'au moins 1000 MHz de la bande 26 GHz (24250-27500 MHz), pour autant que des éléments de preuve démontrent clairement l'existence d'une demande du marché et l'absence de contraintes significatives concernant la migration des utilisateurs existants ou la libération de la bande, au plus tard le 31 décembre 2020, afin de faciliter le déploiement de la 5G.	Overeenkomstig artikel 54 van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie") moeten de lidstaten, om de uitrol van 5G te vergemakkelijken, uiterlijk 31 december 2020 het gebruik mogelijk maken van ten minste 1000 MHz in de 26GHz-band (24250-27500 MHz), mits er sprake is van een duidelijke marktvraag en er geen aanzienlijke beperkingen zijn voor de migratie van bestaande gebruikers of het vrijmaken van banden.
Une première consultation publique a été organisée par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « IBPT ») en avril 2019. Celle-ci avait montré l'absence de demande du marché pour la bande 26 GHz.	Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "BIPT" genoemd) heeft een eerste openbare raadpleging georganiseerd in april 2019. Daaruit was gebleken dat er geen marktvraag was naar de 26GHz-band.

<p>Une deuxième consultation publique a été organisée par l'IBPT en septembre 2023. Celle-ci n'a pas permis de démontrer clairement l'existence d'une demande immédiate du marché, mais a néanmoins montré une demande potentielle à partir de 2025.</p>	<p>In september 2023 organiseerde het BIPT een tweede openbare raadpleging. Daaruit bleek niet duidelijk dat er een onmiddellijke marktvraag bestond, maar wel dat er een potentiële vraag was vanaf 2025.</p>
<p>En Belgique, la sous-bande 24500-26500 MHz était utilisée de manière intensive pour les faisceaux hertziens. Le reste de la bande 26 GHz, à savoir les sous-bandes 24250-24500 MHz et 26500-27500 MHz, est disponible.</p>	<p>In België werd de subband van 24500-26500 MHz intensief gebruikt voor straalverbindingen. De rest van de 26GHz-band, namelijk de subbanden van 24250-24500 MHz en 26500-27500 MHz, is beschikbaar.</p>
<p>En décembre 2018, l'IBPT a décidé d'interdire l'installation de nouveaux équipements pour les faisceaux hertziens dans la bande 26 GHz, afin de faciliter un réaménagement de la bande au moment voulu.</p>	<p>In december 2018 heeft het BIPT beslist om de installatie van nieuwe apparatuur voor straalverbindingen in de 26GHz-band te verbieden, om een herschikking van de band op het gewenste tijdstip te vergemakkelijken.</p>
<p>Il reste actuellement environ [300] liaisons par faisceaux hertziens dans la bande 26 GHz. La migration de ces liaisons ne devrait pas poser de problèmes significatifs.</p>	<p>Er zijn momenteel ongeveer [300] straalverbindingen over in de 26GHz-band. De migratie van deze verbindingen zal naar verwachting geen aanzienlijke problemen opleveren.</p>
<p>Conformément à l'article 13/2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après la « LCE »), l'IBPT a déterminé le régime d'autorisation le plus approprié pour l'utilisation de la bande 26 GHz. Le régime d'autorisation pour la sous-bande 24250-24700 MHz est l'octroi d'autorisations de radiocommunications privées (utilisés à d'autres fins que la fourniture de réseaux publics de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public). Le régime d'autorisation pour la sous-bande 24700-27500 MHz est l'octroi de droits d'utilisation du spectre radioélectrique (utilisés entièrement ou partiellement pour la fourniture de réseaux publics de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public).</p>	<p>Overeenkomstig artikel 13/2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "WEC" genoemd) heeft het BIPT de meest geschikte regeling voor het machtigen van het gebruik van de 26GHz-band bepaald. De regeling om de subband van 24250-24700 MHz te machtigen is het verlenen van vergunningen voor private radiocommunicatie (gebruikt voor andere doeleinden dan het aanbieden van openbare elektronische-communicatienetwerken of voor het publiek beschikbare elektronische-communicatiediensten). De regeling om de subband van 24700-27500 MHz te machtigen is het verlenen van gebruiksrechten voor radiospectrum (geheel of gedeeltelijk gebruikt voor het aanbieden van openbare elektronische-communicatienetwerken of voor het publiek beschikbare elektronische-communicatiediensten).</p>

Conformément à l'article 20, § 1er, de la LCE, l'IBPT a conclu qu'il convenait de limiter le nombre de droits d'utilisation du spectre radioélectrique à octroyer.	Overeenkomstig artikel 20, § 1, van de WEC heeft het BIPT geconcludeerd dat het aantal gebruiksrechten van het radiospectrum dat moet worden verleend, moet worden beperkt.
Les principaux mécanismes pour limiter le nombre de droits d'utilisation du spectre radioélectrique octroyés sont la mise aux enchères, la soumission comparative, ou un système hybride (en général, soumission comparative suivie d'enchères).	De voornaamste mechanismen om het aantal verleende gebruiksrechten van het radiospectrum te beperken, zijn de veiling, de vergelijkende inschrijving of een hybride systeem (doorgaans een vergelijkende inschrijving gevolgd door een veiling).
Presque toutes les attributions de nouveau spectre en Europe se sont faites via un mécanisme de mise aux enchères. La mise aux enchères possède en effet de nombreux avantages: transparent et simple, équitable, favorable à la compétition et l'utilisation efficace du spectre.	Bijna alle toewijzingen van nieuw spectrum in Europa verlopen via een veilingmechanisme. Een veiling heeft immers tal van voordelen: transparant en eenvoudig, eerlijk, bevordert de concurrentie en het efficiënte gebruik van het spectrum.
La mise aux enchères est donc le mécanisme d'attribution qui a été choisi pour l'attribution des droits d'utilisation pour la bande 24700-27500 MHz.	Een veiling is dus het mechanisme dat werd gekozen voor de toewijzing van de gebruiksrechten voor de 24700-27500 MHz - band.
Les principaux objectifs recherchés par le présent arrêté sont les suivants:	De voornaamste doelstellingen nagestreefd door dit besluit zijn de volgende:
- attribuer le spectre aux utilisateurs les plus efficaces;	- het spectrum toewijzen aan de meest efficiënte gebruikers;
- encourager le déploiement de réseaux à haut débit sans fil et continuer à réduire la fracture numérique en Belgique;	- de ontwikkeling van draadloze breedbandnetwerken aanmoedigen en de digitale kloof in België verder dichten;
- veiller à ce que la totalité du spectre soit octroyée dans le cadre la procédure d'attribution (éviter qu'il reste du spectre non attribué);	- erop toezien dat het hele spectrum wordt toegewezen in het kader van de gunningsprocedure (vermijden dat er niet-toegewezen spectrum overblijft);
- garantir une utilisation du spectre la plus efficace possible;	- een zo efficiënt mogelijk gebruik van het spectrum waarborgen;
- maximaliser la concurrence sur le marché belge des communications électroniques;	- de concurrentie op de Belgische elektronische-communicatiemarkt maximaliseren;
- veiller à une recette équitable pour les autorités, étant donné qu'il s'agit ici d'un bien public précieux et rare;	- toezien op eerlijke inkomsten voor de overheden, aangezien het een kostbaar en schaars openbaar goed betreft;

- attribuer le spectre sur la base d'une procédure objective, transparente, proportionnée et non-discriminatoire;	- spectrum toewijzen op basis van een objectieve, transparante, evenredige en niet-discriminerende procedure;
- réduire la complexité et les coûts relatifs à l'exécution de la procédure d'attribution.	- de complexiteit en de kosten in verband met de toewijzingsprocedure beperken.
Les règles générales d'octroi des autorisations de radiocommunications privées pour la sous-bande 24250-24700 MHz et les obligations des titulaires d'une autorisation, sont fixées par un autre arrêté royal.	De algemene regels voor het verlenen van de vergunningen voor private radiocommunicatie voor de 24250-24700MHz-subband en de verplichtingen van de vergunninghouders zijn vastgelegd in een ander koninklijk besluit.
Commentaire article par article	Artikelsgewijze bespreking
<b>Article 1<sup>er</sup></b>	<b>Artikel 1</b>
Cet article définit un certain nombre de termes apparaissant dans l'arrêté.	Dit artikel definieert een aantal termen die voorkomen in het besluit.
Les définitions de "contrôle relatif à une personne" et "groupe pertinent" sont les mêmes que celles qui sont utilisées dans les différents arrêtés royaux depuis 2001. Les autres définitions ne nécessitent pas de commentaire.	De definities van "controle met betrekking tot een persoon" en "relevante groep" zijn dezelfde als deze gebruikt in de verschillende koninklijke besluiten sinds 2001. De overige definities behoeven geen commentaar.
<b>Article 2</b>	<b>Artikel 2</b>
Les fréquences en question peuvent uniquement être obtenues par les opérateurs ayant fait une notification en vertu de l'article 9 de la LCE.	De betreffende frequenties kunnen slechts verworven worden door operatoren die een kennisgeving hebben gedaan in de zin van artikel 9 van de WEC.
<b>Article 3</b>	<b>Artikel 3</b>
Les droits d'utilisation sont accordés pour une période de vingt ans, renouvelable par termes de cinq ans.	De gebruiksrechten worden toegekend voor een periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met vijf jaar.
En Belgique la durée initiale des droits d'utilisation pour les bandes mobiles était/sont de quinze ans (procédure d'attribution de 2011) ou de vingt ans (procédures d'attribution de 2001, 2013 et 2022), et ces droits étaient/sont renouvelable par termes de cinq ans.	In België bedroeg/bedraagt de initiële duur van de gebruiksrechten voor de mobiele banden vijftien jaar (toewijzingsprocedure van 2011) of twintig jaar (toewijzingsprocedures van 2001, 2013 en 2022), en deze rechten konden/kunnen telkens met vijf jaar worden verlengd.

Dans les autres pays européens, la durée de validité des droits d'utilisation est, en général, également comprise entre quinze et vingt ans.	In de overige Europese landen ligt de geldigheidsduur van de gebruiksrechten doorgaans ook tussen vijftien en twintig jaar.
Le présent arrêté prévoit une période initiale de vingt ans, renouvelable par périodes de cinq ans. Une durée de vingt ans est en effet suffisante pour garantir la prévisibilité de la régulation pour les opérateurs sur une durée d'au moins vingt ans, comme l'impose l'article 18, § 2/1 de la LCE.	Dit besluit voorziet in een initiële periode van twintig jaar, telkens verlengbaar met periodes van vijf jaar. Een periode van twintig jaar is namelijk voldoende om de voorspelbaarheid van de regelgeving voor de operatoren over een periode van ten minste twintig jaar te waarborgen, zoals artikel 18, § 2/1, van de WEC voorschrijft.
<b>Article 4</b>	<b>Artikel 4</b>
Le paragraphe 1 <sup>er</sup> stipule la subdivision en blocs de la sous-bande 24700-27500 MHz.	Paragraaf 1 bepaalt de onderverdeling in blokken van de 24700-27500MHz-subband.
La sous-bande 24700-27500 MHz, d'une capacité totale de 2800 MHz, est divisée en quatorze blocs de 200 MHz.	De 24700-27500MHz-subband, met een totale capaciteit van 2800 MHz, is onderverdeeld in veertien blokken van 200 MHz.
Conformément au point 2.2 de l'annexe à la décision d'exécution 2019/784/UE, la taille des blocs assignés est un multiple de 200 MHz.	Overeenkomstig punt 2.2 van de bijlage bij Uitvoeringsbesluit 2019/784/EU is de omvang van de toegewezen blokken een veelvoud van 200 MHz.
La bande 26 GHz sera a priori utilisée pour la technologie NR. Les canaux NR ont une largeur de 50 MHz, 100 MHz, 200 MHz ou 400 MHz.	De 26GHz-band zal a priori worden gebruikt voor de NR-technologie. De NR-kanalen hebben een bandbreedte van 50 MHz, 100 MHz, 200 MHz of 400 MHz.
Des blocs de 200 MHz offrent plus de flexibilité en termes de répartition de la sous-bandes entre les différents opérateurs que des canaux de 400 MHz ou 600 MHz.	Blokken van 200 MHz bieden meer flexibiliteit in termen van verdeling van de subbanden onder de verschillende operatoren dan kanalen van 400 MHz of 600 MHz.
Les fréquences sont assignées sur une base technologiquement neutre. Ce qui signifie que l'opérateur peut déterminer lui-même la technologie qui sera implémentée.	De frequenties worden toegewezen op een technologisch neutrale basis. Dit betekent dat de operator zelf kan bepalen welke technologie geïmplementeerd wordt.
Le paragraphe 2 stipule que les stations de base et les terminaux utilisent la même fréquence (mode TDD).	Paragraaf 2 bepaalt dat de basisstations en de eindtoestellen dezelfde frequentie (TDD-modus) gebruiken.

Le paragraphe 3 détermine la quantité maximale de spectre ("spectrum cap") que peut détenir un groupe pertinent afin de ne pas entraver la concurrence entre les différents opérateurs.	Paragraaf 3 bepaalt de maximale spectrumhoeveelheid ("spectrum cap") die een relevante groep kan innemen zonder de concurrentie tussen de verschillende operatoren in het gedrang te brengen.
Le choix d'un "spectrum cap" pour la sous-bande 24700-27500 MHz est essentiellement un compromis entre le nombre possible d'infrastructures concurrentes utilisant la sous-bande 24700-27500 MHz et le niveau de performances qui peut être atteint par chacune de ces infrastructures.	De keuze van een "spectrum cap" voor de 24700-27500 MHz -subband is in hoofdzaak een compromis tussen het aantal mogelijke concurrerende infrastructures die gebruik maken van de 24700-27500 MHz -subband en het prestatieniveau dat kan worden gehaald voor elk van deze infrastructures.
Un spectrum cap de 800 MHz assure qu'au moins quatre opérateurs puissent obtenir du spectre.	Een spectrum cap van 800 MHz zorgt ervoor dat minstens vier operatoren spectrum kunnen krijgen.
Les dispositions du paragraphe 4 permettent à l'IBPT de modifier la répartition des canaux attribués afin d'optimiser l'utilisation du spectre. Il est cependant clair que les opérateurs doivent disposer d'un délai raisonnable pour apporter ces modifications. L'octroi de cette compétence est conforme à l'article 13 de la LCE ainsi qu'aux articles 3.1 et 3.2.c), du Code des communications électroniques européen. L'habilitation conférée à l'IBPT doit être mise en œuvre en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique.	De bepalingen van paragraaf 4 stellen het BIPT in staat om de verdeling van de toegewezen kanalen te wijzigen om het spectrumgebruik te optimaliseren. Het is echter duidelijk dat de operatoren over een redelijke termijn moeten beschikken om deze wijzigingen aan te brengen. De toekenning van deze bevoegdheid is conform artikel 13 van de WEC alsook de artikelen 3.1 en 3.2.c), van het Europees wetboek voor elektronische communicatie. De aan het BIPT verleende machtiging moet ten uitvoer gebracht worden om het doeltreffende, efficiënte en gecoördineerde gebruik van radiospectrum te bevorderen.
<b>Article 5</b>	<b>Artikel 5</b>
Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des terminaux (téléphones mobiles, smartphones, ...) connectés au réseau d'un opérateur 26 GHz (voir l'article 3 § 2). Lorsqu'un consommateur achète un terminal, il n'est cependant généralement pas connecté à un réseau. L'article 5 permet la détention d'un terminal, même lorsque celui-ci n'est pas connecté à un réseau.	De gebruiksrechten omvatten het gebruik van de eindtoestellen (mobiele telefoons, smartphones, ...) die aangesloten zijn op het netwerk van een 26GHz-operator (zie artikel 3 § 2). Wanneer een consument een eindtoestel koopt, is hij evenwel doorgaans niet aangesloten op een netwerk. Artikel 5 staat het houden van een eindtoestel toe, zelfs als dit niet aangesloten is op een netwerk.
<b>Article 6</b>	<b>Artikel 6</b>

En vertu de l'article 13, 3° de la LCE, l'IBPT est chargé de la coordination internationale des fréquences. A ce titre, l'IBPT conclut des accords de coordination transfrontalière.	Krachtens artikel 13, 3°, van de WEC is het BIPT verantwoordelijk voor de internationale coördinatie van de frequenties. Hiertoe sluit het BIPT grensoverschrijdende coördinatieovereenkomsten.
<b>Article 8</b>	<b>Artikel 8</b>
Les opérateurs mobiles publics sont soumis à plusieurs types de redevances.	De openbare mobiele operatoren zijn onderworpen aan verscheidene types van heffingen.
Les opérateurs mobiles publics sont tenus, au début de la période de validité des droits d'utilisation, de payer une redevance unique, conformément à l'article 30 de la LCE.	De openbare mobiele operatoren zijn ertoe gehouden om in het begin van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten een enige heffing te betalen, in overeenstemming met artikel 30 van de WEC.
Les opérateurs mobiles publics sont également tenus de payer des redevances annuelles. Le montant des redevances annuelles est fixé dans les arrêtés royaux d'exécution des articles 18 et 30 de la LCE.	De openbare mobiele operatoren zijn eveneens verplicht om jaarlijkse rechten te betalen. Het bedrag van de jaarlijkse rechten wordt vastgelegd in de koninklijke besluiten ter uitvoering van de artikelen 18 en 30 van de WEC.
Les redevances annuelles ont, entre autres, tout comme la redevance unique, pour but de garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten hebben, onder andere, net zoals de enige heffing, tot doel om een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.
Le considérant 100 du Code des communications électroniques européen prévoit que les redevances relatives aux droits d'utilisation des fréquences puissent être composées d'un montant unique et d'un montant périodique.	Considerans 100 van het Europees wetboek voor elektronische communicatie bepaalt dat de heffingen voor de gebruiksrechten voor frequenties mogen samengesteld zijn uit een enig bedrag en een periodiek bedrag.
La redevance annuelle pour la mise à disposition des fréquences vise à la fois à financer les activités de l'IBPT et à garantir une exploitation optimale des radiofréquences.	De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties hebben tot doel zowel de activiteiten van het BIPT te financieren, als een optimale uitbating van de radiofrequenties te garanderen.

<p>Le montant (indexé en 2024) de la redevance annuelle pour les droits d'utilisation pour des bandes de fréquences pour faisceaux hertziens s'élève à 1126 euros par MHz pour la bande 26 GHz. Le montant pour le présent arrêté ne peut donc pas être inférieur à 1126 euros par MHz (article 15, § 2, de l'annexe 1 et article 44 de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées).</p>	<p>De (in 2024 geïndexeerde) jaarlijkse rechten voor de gebruiksrechten voor frequentiebanden met betrekking tot straalverbindingen bedragen 1126 euro per MHz voor de 26GHz-band. Het bedrag voor dit besluit mag derhalve niet lager zijn dan 1126 euro per MHz (artikel 15, § 2, van bijlage 1 en artikel 44 van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen).</p>
<p>La redevance annuelle s'élève à [2000] euros par MHz.</p>	<p>Het jaarlijkse recht bedraagt [2000] euro per MHz.</p>
<p>Le montant des redevances annuelles est indépendant du nombre de stations de base de radiocommunications exploitant les fréquences en question. Indépendamment du nombre de stations de base, les radiofréquences sont effectivement mises à disposition et ne peuvent plus être utilisées par un autre utilisateur. Etablir un lien entre la redevance et les stations de base pourrait conduire les opérateurs à ne pas déployer leur réseau et à thésauriser les fréquences sans les utiliser, ce qui doit être évité. Ce type de disposition existe déjà et s'applique pour tous les droits d'utilisation existants relatifs à l'accès radioélectrique.</p>	<p>Het bedrag van de jaarlijkse rechten is onafhankelijk van het aantal basisstations voor radiocommunicatie die de frequenties in kwestie exploiteren. Los van het aantal basisstations, worden de radiofrequenties daadwerkelijk ter beschikking gesteld en kunnen ze niet langer gebruikt worden door een andere gebruiker. Een verband leggen tussen de rechten en de basisstations zou operatoren ertoe kunnen leiden hun netwerk niet uit te rollen en de frequenties te hamsteren zonder ze te gebruiken, wat vermeden moet worden. Dit soort van bepaling bestaat reeds en is van toepassing op alle bestaande gebruiksrechten betreffende de radiotoegang.</p>
<p>Les redevances annuelles sont dues dès que la durée de validité des droits d'utilisation a commencé. En effet dès que les droits d'utilisation sont octroyés, les radiofréquences relatives à ces droits sont effectivement mises à disposition de l'opérateur concerné. Celui-ci peut les utiliser et elles ne peuvent plus être utilisées par tiers.</p>	<p>De jaarlijkse rechten zijn verschuldigd zodra de geldigheidsduur van de gebruiksrechten is begonnen. Want zodra de gebruiksrechten zijn toegekend worden de radiofrequenties in verband met deze rechten daadwerkelijk ter beschikking gesteld van de betrokken operator. Deze mag ze gebruiken en ze mogen niet langer door derden gebruikt worden.</p>

Afin de réduire l'impact financier pour les opérateurs durant les premières années qui sont les plus lourdes financièrement en termes d'investissements à consentir pour le déploiement des nouvelles fréquences et en vue de garantir la proportionnalité des redevances annuelles, les redevances annuelles des nouvelles fréquences sont réduites de 50% durant les trois premières années de l'autorisation. Il s'agit d'un système déjà appliqué pour les bandes 700 MHz, 1400 MHz et 3600 MHz, octroyées en 2022.	Om de financiële impact voor de operatoren te beperken gedurende de eerste jaren die financieel het zwaarst zijn in termen van investeringen die ze moeten maken om nieuwe frequenties uit te rollen en om de evenredigheid van de jaarlijkse rechten te garanderen, worden de jaarlijkse rechten van de nieuwe frequenties verlaagd met 50% gedurende de drie eerste jaren van de vergunning. Dat systeem wordt reeds toegepast voor de banden van 700 MHz, 1400 MHz en 3600 MHz, die in 2022 zijn toegewezen.
<b>Article 9</b>	<b>Artikel 9</b>
La bande 26 GHz est utilisée depuis de nombreuses années pour des faisceaux hertziens.	De 26GHz-band wordt sinds tal van jaren gebruikt voor straalverbindingen.
Quand la bande 26 GHz sera utilisée pour des services à large bande sans fil, elle ne sera plus utilisable pour les faisceaux hertziens. Ces faisceaux hertziens devront faire l'objet d'un changement de fréquence avant le déploiement des réseaux à large bande sans fil.	Omdat de band 26GHz zal worden gebruikt voor draadloze breedbanddiensten zal die niet meer kunnen worden gebruikt voor straalverbindingen. Deze straalverbindingen zullen van frequentie moeten veranderen voordat draadloze breedbandnetwerken worden uitgerold.
<b>Article 10</b>	<b>Artikel 10</b>
L'article 10 fixe un certain nombre de règles générales en matière de contrôle.	Artikel 10 legt een aantal algemene regels vast inzake de controle.
<b>Article 11</b>	<b>Artikel 11</b>
L'article 11 stipule que les opérateurs doivent informer le public de la couverture réalisée.	Artikel 11 bepaalt dat de operatoren het publiek moeten informeren over de gerealiseerde dekking.
<b>Article 12</b>	<b>Artikel 12</b>
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
<b>Article 13</b>	<b>Artikel 13</b>
Il y est stipulé qu'il est interdit à un candidat d'apporter des modifications aux éléments mentionnés dans sa candidature.	Hierin wordt bepaald dat het verboden is voor een kandidaat om wijzigingen aan te brengen aan de elementen die in zijn kandidatuur werden meegedeeld.

Le paragraphe 3 impose une obligation d'information au cas où il se produit une modification touchant à certaines déclarations du candidat. Il va de soi qu'il doit s'agir de modifications résultant de faits ou d'événements sur lesquels le candidat ne peut pas exercer d'influence. La contribution volontaire ou par négligence à des modifications peut contribuer à l'exclusion du candidat.	Paragraaf 3 legt een informatieverplichting op ingeval zich een wijziging voordoet met betrekking tot bepaalde verklaringen van de kandidaat. Het spreekt voor zich dat het moet gaan om wijzigingen als gevolg van feiten of gebeurtenissen waarop de kandidaat geen invloed kan uitoefenen. Het bewust of door nalatigheid in de hand werken van wijzigingen kan leiden tot de uitsluiting van de kandidaat.
<b>Articles 14 et 15</b>	<b>De artikelen 14 en 15</b>
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
<b>Article 16</b>	<b>Artikel 16</b>
Cette disposition vise à éviter que les candidats qui ne sont pas sérieux introduisent une candidature.	Deze bepaling heeft tot doel te vermijden dat niet-ernstige kandidaten een kandidatuur indienen.
Le taux d'intérêt est calculé par la Banque Nationale de Belgique. Ce taux d'intérêt peut être négatif.	De interestvoet wordt berekend door de Nationale Bank van België. Deze interestvoet kan negatief zijn.
<b>Article 17</b>	<b>Artikel 17</b>
Ce n'est pas à l'IBPT de choisir parmi un groupe pertinent l'entité qui participera à la procédure d'attribution. Si le groupe pertinent ne parvient pas à prendre lui-même une décision pertinente en la matière, il est exclu de la procédure d'attribution.	Het is niet aan het BIPT om uit een relevante groep die entiteit te kiezen die zal deelnemen aan de procedure voor toekenning. Indien de relevante groep zelf niet tot een duidelijke beslissing ter zake komt, wordt ze uitgesloten van de procedure voor toekenning.
<b>Articles 18 et 19</b>	<b>De artikelen 18 en 19</b>
Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.	Deze artikelen behoeven geen commentaar.
<b>Articles 20 à 41</b>	<b>Artikelen 20 tot 41</b>
Ces articles règlent le déroulement pratique de la procédure d'attribution.	Deze artikelen regelen het praktische verloop van de toewijzingsprocedure.

<p>Il y a lieu de noter que les frais de consultants qui assisteront l'autorité publique dans la préparation et le déroulement de la mise aux enchères seront imputés sur le montant de la redevance unique (article 42, § 3).</p>	<p>Er moet worden opgemerkt dat de kosten van consultants die de overheid zullen bijstaan bij de voorbereiding en het verloop van de veiling zullen worden aangerekend op het bedrag van de enige heffing (artikel 42, § 3).</p>
<p>La procédure d'attribution est composée de deux parties.</p>	<p>De toewijzingsprocedure bestaat uit twee delen.</p>
<p>La première partie (articles 26 à 36) est une mise aux enchères de type SMRA (Simultaneous Multiple Round Ascending Auction) avec des lots génériques. Les lots génériques visent à éviter que des opérateurs ne se voient octroyer des blocs non contigus, ce qui conduirait à une utilisation inefficace du spectre.</p>	<p>Het eerste deel (artikelen 26 tot 36) is een veiling van het type SMRA (Simultaneous Multiple Round Ascending Auction) met generieke percelen. De generieke percelen zijn bedoeld om te vermijden dat operatoren niet-aaneengrenzende blokken krijgen toegewezen, wat zou leiden tot een inefficiënt gebruik van het spectrum.</p>
<p>Les formats d'enchères les plus utilisés sont le SMRA et le CCA (Combinatorial Clock Auction). Le SMRA facilite la détermination du prix, est plus simple et transparent que le CCA, et apporte plus de flexibilité aux soumissionnaires. De plus, l'IBPT a déjà l'expérience de ce format d'enchère. En effet, toutes les enchères pour le spectre en Belgique ont été de type SMRA.</p>	<p>De vaakst gebruikte veilingformaten zijn de SMRA en de CCA (Combinatorial Clock Auction). Een SMRA vergemakkelijkt de prijsbepaling, is eenvoudiger en transparanter dan een CCA, en geeft meer flexibiliteit aan de inschrijvers. Bovendien heeft het BIPT reeds ervaring met dit soort van veiling. Alle spectrumveilingen in België waren immers van het type SMRA.</p>
<p>Pendant la procédure de mise aux enchères, les soumissionnaires peuvent faire plusieurs offres lors de chaque tour pour des lots individuels. Ils peuvent modifier leur demande lors des tours successifs, dans le respect de certaines règles d'activités. Les règles d'activité limitent les offres que peut émettre un candidat lors d'un tour donné en fonction des offres émises lors des tours précédents, dans le but de restreindre le comportement stratégique des candidats. Les règles d'activité sont éminemment techniques et ne suppose pas l'exercice d'un véritable pouvoir d'appréciation impliquant des choix en opportunité. Il n'y a donc pas d'objections à confier à l'IBPT le soin de fixer ces règles d'activités. Vu la technicité de ces règles, il est en effet le mieux placé pour le faire.</p>	<p>Tijdens de veilingprocedure kunnen de inschrijvers verscheidene biedingen doen tijdens elke ronde voor individuele percelen. Tijdens opeenvolgende ronden kunnen ze hun vraag wijzigen, met inachtneming van bepaalde activiteitenregels. De regels inzake activiteit beperken de biedingen die een kandidaat tijdens een gegeven ronde mag uitbrengen volgens de biedingen die in de voorgaande rondes zijn uitgebracht, met als doel het strategische gedrag van de kandidaten in te perken. De activiteitsregels zijn buitengewoon technisch en veronderstellen geen uitoefening van een daadwerkelijke beoordelingsbevoegdheid waarbij opportuniteitskeuzes moeten gemaakt worden. Er zijn dus geen bezwaren om de zorg voor het vastleggen van die activiteitsregels aan het BIPT toe te vertrouwen. Gezien de techniciteit van deze regels is het inderdaad het best geplaatst om dit te doen.</p>

La deuxième partie (articles 37 à 41) a pour but de déterminer le positionnement des blocs dans la bande.	Het tweede deel (artikelen 37 tot 41) heeft als doel de positie van de blokken in de band te bepalen.
La deuxième partie de la procédure consiste en un tour supplémentaire afin que les candidats puissent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées. Si les opérateurs concernés parviennent à se mettre d'accord sur le positionnement des blocs dans la bande, le tour supplémentaire n'est pas nécessaire.	Het tweede deel van de procedure bestaat in een bijkomende ronde opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen. Indien de betrokken operatoren tot een akkoord komen over de positie van de blokken in de band, is er geen bijkomende ronde nodig.
Il est important que l'ensemble des blocs de fréquences non attribués soient contigus.	Het is belangrijk dat alle niet toegewezen frequentieblokken aan elkaar grenzen.
L'article 21 interdit aux candidats de poser des actes susceptibles de manipuler la procédure.	Artikel 21 verbiedt de kandidaten handelingen te stellen die de procedure kunnen manipuleren.
L'article 22 interdit en particulier les accords entre candidats ou tiers susceptibles d'influencer la procédure.	Artikel 22 verbiedt in het bijzonder afspraken tussen kandidaten of met derden die de procedure zouden kunnen beïnvloeden.
L'article 24 décrit les infractions qui conduisent automatiquement à l'exclusion de la procédure. Il s'agit d'infractions qui mettent en péril l'égalité des candidats. Par analogie au droit disciplinaire, l'on peut dire que des sanctions doivent certes être précisément définies (" <i>nulla poena sine lege</i> "), mais que cela ne vaut pas pour les infractions, qui en l'espèce ne peuvent pas être définies à l'avance ("L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive ...". DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).	Artikel 24 beschrijft de inbreuken die automatisch leiden tot uitsluiting van de procedure. Het gaat om inbreuken die de gelijkheid van de kandidaten in het gedrang brengen. Naar analogie met het tuchtrecht kan worden gesteld dat sancties weliswaar duidelijk moeten bepaald zijn (" <i>nulla poena sine lege</i> "), maar dat zulks niet geldt voor inbreuken die in casu niet op voorhand definieerbaar zijn (" <i>L'absence de codification des manquements ou fautes professionnelles peut s'expliquer par la spécificité d'une matière touchant à la fois à la pratique évolutive...</i> ". DU JARDIN, J., "Le contrôle de légalité exercé par la Cour de Cassation sur la justice disciplinaire au sein des ordres professionnels", J.T., 2000, 627-628).
Les articles 26 à 28 reprennent les mécanismes de surenchérissment et de définition des offres dans le cadre de la procédure d'enchères.	Artikelen 26 tot 28 bevatten de mechanismen voor nieuwe prijsstijgingen en de definitie van de aanbiedingen in het kader van de veilingprocedure.

Les autres articles ne nécessitent pas de commentaire.	De overige artikelen behoeven geen commentaar.
<b>Article 42</b>	<b>Artikel 42</b>
Le non-remboursement de la garantie aux candidats qui sont restés totalement inactifs pendant la mise aux enchères (paragraphe 5) vise à éviter les candidatures dans le seul but de perturber le déroulement de la procédure d'attribution. Les autres paragraphes ne nécessitent pas de commentaire.	De niet-terugbetaling van de waarborg aan de kandidaten die volkomen non-actief zijn gebleven tijdens de veiling (paragraaf 5) is bedoeld om te vermijden dat partijen zich kandidaat stellen enkel en alleen om het verloop van de gunningsprocedure te verstoren. De overige paragrafen behoeven geen commentaar.
<b>Article 43</b>	<b>Artikel 43</b>
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
<b>Article 48</b>	<b>Artikel 48</b>
Cet article ne nécessite pas de commentaire.	Dit artikel behoeft geen commentaar.
Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.	Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.
J'ai l'honneur d'être,	Ik heb de eer te zijn,
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
Le ministre des Télécommunications, □	De minister van Telecommunicatie, □

[] - Arrêté royal concernant l'accès radioélectrique dans la bande 26 GHz	[] - Koninklijk besluit betreffende radiotoegang in de 26GHz-band
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 13/1, § 2, remplacé par la loi du 21 décembre 2021, l'article 18, modifié par la loi du 10 juillet 2012, par la loi du 27 mars 2014, par la loi du 31 juillet 2017 et par la loi du 21 décembre 2021, l'article 20, § 2 remplacé par la loi du 21 décembre 2021, l'article 29, § 2 et l'article 30, modifié par la loi du 15 mars 2010, par la loi du 29 mai 2013, par la loi du 27 mars 2014, par la loi du 27 juin 2021 et par la loi du 21 décembre 2021 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 13/1, § 2, vervangen bij de wet van 21 december 2021, artikel 18, gewijzigd bij de wet van 10 juli 2012, bij de wet van 27 maart 2014, bij de wet van 31 juli 2017 en bij de wet van 21 december 2021, artikel 20, § 2, vervangen bij de wet van 21 december 2021, artikel 29, § 2 en artikel 30, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, bij de wet van 29 mei 2013, bij de wet van 27 maart 2014, bij de wet van 27 juni 2021 en bij de wet van 21 december 2021;
Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications du [] ;	Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie van [];
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [] ;	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op [];
Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le [] ;	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van Begroting, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [] ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu l'accord du Comité de concertation du [] ;	Gelet op de akkoordbevinding van het Overlegcomité van [];

Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op advies XX.XXX/X van de Raad van State, gegeven op [], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 <sup>o</sup> , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>. - Terminologie et définitions</b>	<b>HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.</b>
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> Pour l'application du présent arrêté, on entend par :	<b>Artikel 1.</b> Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1 <sup>o</sup> "terminal": équipement hertzien d'un utilisateur final ;	1 <sup>o</sup> "eindtoestel": radioapparatuur van een eindgebruiker;
2 <sup>o</sup> "accès radioélectrique": communications assurées par voie hertzienne entre un terminal et une station de base ;	2 <sup>o</sup> "radiotoegang": verbindingen via radiogolven tussen een eindtoestel en een basisstation;
3 <sup>o</sup> "réseau d'accès radioélectrique": ensemble des stations de base nécessaires pour offrir l'accès radioélectrique ;	3 <sup>o</sup> "netwerk voor radiotoegang": geheel van de basisstations die nodig zijn om radiotoegang te verlenen;
4 <sup>o</sup> "droits d'utilisation": droits octroyés par l'Institut couvrant l'utilisation des fréquences visées à l'article 4 ;	4 <sup>o</sup> "gebruiksrechten": door het Instituut toegekende rechten die het gebruik dekken van de frequenties vermeld in artikel 4;
5 <sup>o</sup> "opérateur 26 GHz": opérateur ayant obtenu des droits d'utilisation ;	5 <sup>o</sup> "26GHz-operator": operator die gebruiksrechten heeft verworven;
6 <sup>o</sup> "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus ;	6 <sup>o</sup> "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Venootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;

7° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne") :	7° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):
a) la première personne, et ;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et ;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 2 ;	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 2.
9° "identité fictive d'un candidat": nom fictif attribué par l'Institut au candidat. Jusqu'au dernier tour de la mise aux enchères, visée aux articles 26 à 36, l'identité réelle du candidat liée à l'identité fictive n'est connue que par l'Institut et le candidat.	9° "fictieve identiteit van een kandidaat": fictieve naam die door het Instituut aan de kandidaat wordt gegeven. Tot aan de laatste ronde van de in de artikelen 26 tot 36 bedoelde veiling is de echte identiteit van de kandidaat die aan de fictieve identiteit gelinkt is, enkel bekend voor het Instituut en voor de kandidaat.
<b>CHAPITRE 2. – Généralités</b>	<b>HOOFDSTUK 2. - Algemeen</b>
<b>Art. 2.</b> Le présent arrêté s'applique à tout opérateur ayant fait une notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques qui désire obtenir des fréquences afin d'offrir l'accès radioélectrique dans les bandes de fréquences visées à l'article 4.	<b>Art. 2.</b> Dit besluit is van toepassing op iedere operator die een kennisgeving heeft gedaan overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie en die frequenties wenst te verwerven voor het aanbieden van radiotoegang in de frequentiebanden vermeld in artikel 4.
<b>Art. 3. § 1<sup>er</sup>.</b> Les droits d'utilisation sont valables pendant une période de vingt ans à partir de la date fixée par l'Institut conformément à l'article 42, § 2.	<b>Art. 3. § 1.</b> De gebruiksrechten zijn geldig voor een periode van twintig jaar vanaf de datum vastgelegd door het Instituut conform artikel 42, § 2.

<p>A l'expiration de cette première période, les droits d'utilisation peuvent être prolongés par l'Institut, par périodes de cinq ans. L'Institut prend une décision à cet effet, au plus tard deux ans avant l'expiration de la période, après avoir entendu l'opérateur concerné.</p>	<p>Na afloop van die eerste periode kunnen de gebruiksrechten telkens voor vijf jaar worden verlengd door het Instituut. Daartoe neemt het Instituut een beslissing uiterlijk twee jaar voor het verstrijken van de periode en na de betrokken operator te hebben gehoord.</p>
<p><b>§ 2.</b> Les droits d'utilisation couvrent l'utilisation des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 26 GHz sur l'ensemble du territoire terrestre national, et l'utilisation des terminaux connectés au réseau d'accès radioélectrique. Les droits d'utilisation ne sont pas valables pour des stations de radiocommunications déployées par l'opérateur 26 GHz dans l'espace aérien national, dans les eaux territoriales ou dans la zone économique exclusive de la Belgique en mer du Nord.</p>	<p><b>§ 2.</b> De gebruiksrechten dekken het gebruik van de radiostations die opgesteld zijn door de 26GHz-operator op het gehele nationale vasteland, en het gebruik van de eindtoestellen die aangesloten zijn op het netwerk voor radiotoegang. De gebruiksrechten zijn niet geldig voor radiostations die de 26GHz-operator uitrolt in het nationale luchtruim, in de territoriale wateren of in de exclusieve economische zone van België in de Noordzee.</p>
<p><b>CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences</b></p>	<p><b>HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties</b></p>
<p><b>Art. 4. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut assigne, conformément aux dispositions du Chapitre 8, quatorze blocs de fréquences de 200 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 24700 et 27500 MHz.</p>	<p><b>Art. 4. § 1.</b> Het Instituut wijst overeenkomstig de bepalingen in Hoofdstuk 8 veertien frequentieblokken van 200 MHz toe in de frequentieband gelegen tussen 24700 en 27500 MHz.</p>
<p>Pour identifier les blocs lors de l'émission d'une offre conformément à l'article 28, les blocs sont numérotés de 1 à 14. Le numéro du bloc ne préjuge en rien de son positionnement dans la bande de fréquences.</p>	<p>Om de blokken te identificeren tijdens het maken van een bod conform artikel 28, worden de blokken genummerd van 1 tot 14. Het nummer van het blok is in geen geval een indicatie van zijn positie in de frequentieband.</p>
<p><b>§ 2.</b> La bande de fréquences 24700-27500 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux.</p>	<p><b>§ 2.</b> De frequentieband 24700-27500 MHz wordt gebruikt voor het uitzenden door de basisstations en door de eindtoestellen.</p>
<p><b>§ 3.</b> Un groupe pertinent par rapport à un opérateur 26 GHz ne peut détenir qu'au maximum 800 MHz dans la bande de fréquences comprise entre 24700 et 27500 MHz.</p>	<p><b>§ 3.</b> Een relevante groep ten opzichte van een 26GHz-operator kan niet meer dan maximaal 800 MHz innemen in de frequentieband gelegen tussen 24700 en 27500 MHz.</p>

<p><b>§ 4.</b> L'Institut peut, après avoir entendu les parties concernées, modifier la répartition des fréquences attribuées, sans modifier la quantité de spectre attribuée à chaque opérateur, dans des cas objectivement justifiés en vue de favoriser l'utilisation efficace, efficiente et coordonnée du spectre radioélectrique, dans des délais et dans des proportions raisonnables</p>	<p><b>§ 4.</b> Het Instituut mag, na de betrokken partijen te hebben gehoord, de verdeling van de toegewezen frequenties wijzigen, zonder de kwantiteit spectrum toegekend aan elke operator te wijzigen, in objectief gerechtvaardigde gevallen met het oog op een doeltreffend, efficiënt en gecoördineerd gebruik van het radiospectrum, binnen redelijke termijnen en verhoudingen.</p>
<p><b>Art. 5.</b> La détention de terminaux destinés à fonctionner dans les bandes de fréquences visées à l'article 4 est exemptée des autorisations ou droits d'utilisation visés à l'article 13/1, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.</p>	<p><b>Art. 5.</b> Het houden van eindtoestellen die bestemd zijn om te werken op de frequentiebanden vermeld in artikel 4 is vrijgesteld van de vergunningen of gebruiksrechten bedoeld in artikel 13/1, § 1, van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.</p>
<p><b>Art. 6.</b> L'opérateur 26 GHz respecte les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.</p>	<p><b>Art. 6.</b> De 26GHz-operator respecteert de verplichtingen die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.</p>
<p><b>CHAPITRE 4. - Redevances pour l'utilisation du spectre radioélectrique et le contrôle des fréquences</b></p>	<p><b>HOOFDSTUK 4. - Rechten voor het gebruik van het radiospectrum en de controle op de frequenties</b></p>
<p><b>Art. 8. § 1<sup>er</sup>.</b> L'opérateur 26 GHz acquitte une redevance, appelée redevance annuelle de mise à disposition des fréquences.</p>	<p><b>Art. 8. § 1.</b> De 26GHz-operator betaalt een heffing genaamd jaarlijks recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties.</p>
<p>La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences s'élève à [2000] euros par MHz attribué. La redevance annuelle de mise à disposition des fréquences est réduite de 50% les trois premières années de la première période de validité des droits d'utilisation.</p>	<p>Het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van frequenties bedraagt [2000] euro per toegewezen MHz. De jaarlijkse rechten voor de terbeschikkingstelling van de frequenties worden verlaagd met 50% de drie eerste jaar van de eerste periode van geldigheid van de gebruiksrechten.</p>
<p>Le montant de cette redevance est indépendant du nombre stations de radiocommunications exploitant la fréquence en question.</p>	<p>Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal stations voor radiocommunicatie die de frequentie in kwestie exploiteren.</p>
<p><b>§ 2.</b> L'opérateur 26 GHz paie la redevance annuelle de mise à disposition des fréquences, pour les blocs attribués au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.</p>	<p><b>§ 2.</b> De 26GHz-operator betaalt het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van de frequenties, voor de frequentieblokken toegewezen op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.</p>

<p>Le premier paiement de la redevance annuelle de mise à disposition pour chaque bloc de fréquences attribué est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité des droits d'utilisation pour ce bloc de fréquences, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.</p>	<p>De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling van elk toegewezen frequentieblok wordt verricht binnen de dertig dagen vanaf de aanvang van de geldigheidsperiode van de gebruiksrechten voor dat frequentieblok, naar rata van het aantal dagen dat overblijft tot 31 december van het lopende jaar.</p>
<p>Si les droits d'utilisation pour un bloc de fréquences prennent fin, la redevance annuelle de mise à disposition pour ce bloc de fréquences est due jusqu'au jour durant lequel les droits d'utilisation prennent fin.</p>	<p>Indien de gebruiksrechten voor een frequentieblok verstrijken, is het jaarlijkse recht voor de terbeschikkingstelling voor dat frequentieblok verschuldigd tot de dag waarop de gebruiksrechten verstrijken.</p>
<p><b>§ 3.</b> Les montants sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.</p>	<p><b>§ 3.</b> De bedragen worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijs dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.</p>
<p>L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre []. Après application du coefficient, les montants obtenus sont arrondis à la centaine d'euros supérieure.</p>	<p>De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december []. Na toepassing van de coëfficiënt worden de bedragen afgerond tot het hogere honderdtal in euro.</p>
<p><b>CHAPITRE 5. - Précédents utilisateurs de la bande</b></p>	<p><b>HOOFDSTUK 5. - Vorige gebruikers van de band</b></p>
<p><b>Art. 9.</b> Les autorisations attribuées par l'Institut, dans la bande de fréquences 24700-27500 MHz, en vertu de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées, ne sont plus valables à partir du [].</p>	<p><b>Art. 9.</b> De door het Instituut toegewezen vergunningen in de frequentieband 24700-27500 MHz, krachtens het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen, zijn niet langer geldig vanaf [].</p>
<p><b>CHAPITRE 6. - Contrôle</b></p>	<p><b>HOOFDSTUK 6. - Controle</b></p>

<p><b>Art. 10. § 1<sup>er</sup>.</b> Un opérateur 26 GHz est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau, la commercialisation des services et sa situation financière.</p>	<p><b>Art. 10. § 1.</b> Een 26GHz-operator is ertoe gehouden op verzoek van het Instituut alle informatie te verstrekken over de voortgang van de aanleg van zijn netwerk, de commercialisering van de diensten en zijn financiële toestand.</p>
<p><b>§ 2.</b> L'opérateur 26 GHz communique, chaque année à l'Institut, au plus tard le 30 juin, un rapport relatif à ses activités au cours de l'année précédente. Ce rapport comporte au moins les informations suivantes:</p>	<p><b>§ 2.</b> De 26GHz-operator moet elk jaar, uiterlijk op 30 juni, aan het Instituut een verslag sturen over zijn activiteiten van het voorgaande jaar. Dat verslag bevat minstens de volgende informatie:</p>
<p>1° la zone de couverture réalisée;</p>	<p>1° de gerealiseerde dekkingszone;</p>
<p>2° une description des services offerts;</p>	<p>2° een beschrijving van de aangeboden diensten;</p>
<p>3° le nombre de clients.</p>	<p>3° het aantal klanten.</p>
<p>L'opérateur 26 GHz collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation sont respectées.</p>	<p>De 26GHz-operator verleent kosteloos zijn medewerking aan elk verzoek van het Instituut dat bedoeld is om na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten nageleefd worden.</p>
<p><b>§ 3.</b> L'opérateur 26 GHz met gratuitement à la disposition de l'Institut dix raccordements de service sur son réseau, en vue de permettre la vérification du respect des dispositions du présent arrêté ou des droits d'utilisation.</p>	<p><b>§ 3.</b> De 26GHz-operator stelt het Instituut gratis tien dienst aansluitingen op zijn netwerk ter beschikking om het toezicht op de naleving van de bepalingen van dit besluit of van de gebruiksrechten mogelijk te maken.</p>
<p><b>CHAPITRE 7. - Couverture</b></p>	<p><b>HOOFDSTUK 7. - Dekking</b></p>
<p><b>Art. 11. § 1<sup>er</sup>.</b> L'opérateur 26 GHz informe clairement et précisément le public sur la couverture offerte par son service. L'information fournie permet au public de constater clairement où il peut utiliser le service en question. L'information est publiée sur le site Internet de l'opérateur selon les modalités qu'il détermine.</p>	<p><b>Art. 11. § 1.</b> De 26GHz-operator brengt het publiek duidelijk en precies op de hoogte over de dekking die door zijn dienst wordt geboden. De verstrekte informatie stelt het publiek in staat om ondubbelzinnig vast te stellen waar het van de betreffende dienst gebruik kan maken. De informatie wordt gepubliceerd op de website van de operator volgens de bepalingen die hij vastlegt.</p>
<p><b>§ 2.</b> Cette information est également communiquée à l'Institut au moins deux fois par an.</p>	<p><b>§ 2.</b> Deze informatie wordt eveneens ten minste tweemaal per jaar aan het Instituut bezorgd.</p>

<b>CHAPITRE 8. - Procédure d'octroi des droits d'utilisation</b>	<b>HOOFDSTUK 8. - Procedure voor de toekenning van de gebruiksrechten</b>
<b>Section 1<sup>ère</sup>. – Candidature</b>	<b>Afdeling 1. – Kandidatuur</b>
<b>Art. 12.</b> L'opérateur, qui souhaite obtenir des droits d'utilisation, pose sa candidature dans les formes et conformément aux conditions fixées dans le présent chapitre.	<b>Art. 12.</b> Een operator die gebruiksrechten wil verwerven, dient zijn kandidatuur in in de vorm en volgens de voorwaarden die in dit hoofdstuk worden vastgesteld.
<b>Art. 13. § 1<sup>er</sup>.</b> Le candidat reste lié par sa candidature à partir de son dépôt et notamment jusqu'à ce que:	<b>Art. 13. § 1.</b> De kandidaat blijft gebonden door zijn kandidatuur vanaf de indiening ervan tot:
1° des droits d'utilisation lui soit attribués, ou;	1° hem gebruiksrechten worden toegewezen, of;
2° il se retire de manière régulière de la procédure d'octroi des droits d'utilisation, ou;	2° hij zich op regelmatige wijze terugtrekt uit de procedure tot toekenning van gebruiksrechten, of;
3° il soit exclu de la procédure.	3° hij wordt uitgesloten van de procedure.
<b>§ 2.</b> Le candidat ne peut apporter aucune modification à sa candidature après son dépôt.	<b>§ 2.</b> De kandidaat mag geen enkele wijziging aanbrengen aan zijn kandidatuur na de indiening ervan.
<b>§ 3.</b> Le candidat est tenu d'informer immédiatement, par écrit, l'Institut d'événements et de faits qui ont ou pourraient avoir une influence sur les déclarations que le candidat a faites conformément à l'article 15.	<b>§ 3.</b> De kandidaat is verplicht het Instituut onmiddellijk schriftelijk in kennis te stellen van gebeurtenissen en feiten die een invloed hebben of zouden kunnen hebben op de verklaringen die de kandidaat aflegde overeenkomstig artikel 15.
<b>Art. 14. § 1<sup>er</sup>.</b> La candidature est déposée de la manière suivante:	<b>Art. 14. § 1.</b> De kandidaatstelling gebeurt als volgt:
1° entre 9 et 17 heures durant les jours ouvrables, et au plus tard à la date et à l'heure déterminées par l'Institut et publiées au Moniteur belge;	1° tussen 9 en 17 uur op werkdagen, en uiterlijk op de datum en het uur zoals bepaald door het Instituut en bekendgemaakt in het Belgisch Staatsblad;
2° auprès de l'Institut, contre remise d'un accusé de réception;	2° bij het Instituut, tegen ontvangstbewijs;
3° en deux exemplaires, avec indication d'un exemplaire original, signé par les représentants habilités des candidats.	3° in twee exemplaren, met aanduiding van een origineel exemplaar, ondertekend door de gemachtigde vertegenwoordigers van de kandidaten.

<p><b>§ 2.</b> Dans sa publication au Moniteur belge, l'Institut indique quels blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, sont concernés.</p>	<p><b>§ 2.</b> In de bekendmaking in het Belgisch Staatsblad duidt het Instituut aan welke frequentieblokken zoals vermeld in artikel 4, § 1, zijn betrokken.</p>
<p><b>Art. 15. § 1<sup>er</sup>.</b> La candidature contient les renseignements suivants:</p>	<p><b>Art. 15. § 1.</b> De kandidatuur bevat de volgende informatie:</p>
<p>1° l'adresse, le numéro de téléphone au sein de l'UE où le candidat peut être joint les jours ouvrables entre 8 et 19 heures et qui vaut pour cette procédure comme étant l'adresse officielle du candidat, s'agissant de lui remettre des documents, d'y faire parvenir des communications et d'y effectuer des notifications;</p>	<p>1° het telefoonnummer in de EU waarop de kandidaat op werkdagen, tussen 8 en 19 uur, bereikt kan worden en het adres dat voor deze procedure geldt als het officiële adres van de kandidaat met de bedoeling er documenten af te leveren, kennisgevingen te doen geworden en betekeningen te verrichten;</p>
<p>2° les noms, titres, qualités, et signatures d'une personne au moins légalement habilitée à représenter pleinement le candidat, en vertu de la loi ou des statuts du candidat pour tous les actes qui peuvent être liés à la procédure d'octroi des droits d'utilisation;</p>	<p>2° de namen, titels, hoedanigheden en handtekeningen van minstens één persoon die wettelijk bevoegd is om de kandidaat ten volle te vertegenwoordigen krachtens de wet of de statuten van de kandidaat voor alle handelingen die verband kunnen hebben met de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten;</p>
<p>3° les statuts du candidat ou, à défaut, les documents équivalents qui régissent le fonctionnement du candidat;</p>	<p>3° de statuten van de kandidaat of, bij gebreke daarvan, equivalente documenten die de werking van de kandidaat regelen;</p>
<p>4° la preuve ou, lorsqu'une telle preuve n'est pas délivrée dans le pays où le siège du candidat est établi, une déclaration sur l'honneur que le candidat:</p>	<p>4° het bewijs, of indien een dergelijk bewijs niet uitgereikt wordt in het land waar de zetel van de kandidaat gevestigd is, een verklaring onder eed dat de kandidaat:</p>
<p>a) ne se trouve pas en état de faillite ou de liquidation, ou dans une situation analogue, et;</p>	<p>a) niet in staat van faillissement of van vereffening of een gelijkaardige toestand verkeert, en;</p>
<p>b) n'a pas fait de déclaration de faillite et n'est pas impliqué dans une procédure de liquidation ou une procédure de concordat judiciaire, et n'est pas impliqué dans une procédure analogue, en vertu d'une réglementation étrangère;</p>	<p>b) geen aangifte van faillissement heeft gedaan en niet betrokken is in een procedure van vereffening of van gerechtelijk akkoord of in een soortgelijke procedure volgens een buitenlandse regelgeving;</p>
<p>5° un relevé détaillé, clair et complet de la structure de l'actionnariat du candidat;</p>	<p>5° een gedetailleerd, duidelijk en volledig overzicht van de aandeelhoudersstructuur van de kandidaat;</p>
<p>6° la preuve du paiement du montant visé à l'article 16;</p>	<p>6° het bewijs van de betaling van het bedrag bedoeld in artikel 16;</p>

7° le numéro de compte bancaire du candidat sur lequel le montant, visé à l'article 19 ou 42, § 4, peut être reversé;	7° het bankrekeningnummer van de kandidaat waarop het bedrag bedoeld in artikel 19 of 42, § 4, kan worden teruggestort;
8° la norme technique ou la technologie que le candidat compte utiliser;	8° de technische norm of technologie die de kandidaat van plan is te gebruiken;
9° la preuve de notification conformément à l'article 9 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;	9° het bewijs van kennisgeving overeenkomstig artikel 9 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
<b>§ 2.</b> L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.	<b>§ 2.</b> Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.
<b>Art. 16. § 1<sup>er</sup>.</b> Le candidat paye un montant d'un million d'euros. Cette garantie est versée au plus tard à la date de dépôt des candidatures de manière inconditionnelle et irrévocable, dans des sommes exigibles et en euros, en faveur de l'Etat belge, auprès de la Banque nationale de Belgique sur un compte communiqué par l'Institut.	<b>Art. 16. § 1.</b> De kandidaat betaalt een bedrag van één miljoen euro. Deze waarborg wordt uiterlijk op de datum van indiening van de kandidaturen onvoorwaardelijk, onherroepelijk, in opeisbare sommen en in euro, ten voordele van de Belgische Staat gestort bij de Nationale Bank van België, op een rekening bekendgemaakt door het Instituut.
<b>§ 2.</b> La garantie produit des intérêts au taux d'intérêt fixé conformément à la réglementation applicable aux comptes ouverts auprès de la Banque Nationale de Belgique. Les intérêts sont calculés sur une base journalière et crédités (ou débités) dans les cinq premiers jours ouvrables suivant le dernier jour ouvrable du mois précédent. La garantie des candidats, qui obtiennent des droits d'utilisation, porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où les droits d'utilisation débutent. La garantie des candidats qui n'obtiennent pas de droits d'utilisation porte intérêt jusqu'au jour précédant le jour où elle est reversée.	<b>§ 2.</b> De waarborg brengt interest op tegen de rentevoet die is vastgesteld in overeenstemming met de geldende regelgeving voor rekeningen geopend bij de Nationale Bank van België. De interesten worden berekend op dagbasis en gecrediteerd (of gedebiteerd) binnen de eerste vijf werkdagen na de laatste werkdag van de voorafgaande maand. De waarborg van de kandidaten die gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop de gebruiksrechten aanvangen. De waarborg van de kandidaten die geen gebruiksrechten verkrijgen, brengt interest op tot en met de dag voorafgaand aan de dag waarop hij wordt teruggestort.
<b>Section 2. - Examen des candidatures</b>	<b>Afdeling 2. - Onderzoek van de kandidaturen</b>
<b>Art. 17.</b> Si plusieurs candidats font partie d'un même groupe pertinent par rapport à un candidat, un seul est admis dans la procédure.	<b>Art. 17.</b> Indien meerdere kandidaten deel uitmaken van eenzelfde relevante groep ten opzichte van een kandidaat, dan wordt slechts één toegelaten tot de procedure.

Les candidats concernés choisissent, à la demande de l'Institut, lequel d'entre eux participera à la procédure.	De betrokken kandidaten kiezen, op verzoek van het Instituut, de persoon uit hun midden die zal deelnemen aan de procedure.
A défaut d'un tel choix, tous les candidats concernés sont exclus de la procédure.	Bij gebrek aan een dergelijke keuze worden alle betrokken kandidaten uitgesloten uit de procedure.
<b>Art. 18.</b> L'Institut prend une décision sur la recevabilité de chaque candidature déposée sur base des articles 14, 15, 16 et 17.	<b>Art. 18.</b> Het Instituut neemt een beslissing over de ontvankelijkheid van elke ingediende kandidatuur krachtens de artikelen 14, 15, 16 en 17.
L'Institut notifie, à chaque candidat, la décision sur la recevabilité de sa candidature.	Het Instituut brengt de beslissing omtrent de ontvankelijkheid van zijn kandidatuur ter kennis van elke kandidaat.
L'Institut communique, en même temps, aux candidats jugés recevables, le nombre de candidats jugés recevables.	Het Instituut deelt tegelijk aan de ontvankelijk bevonden kandidaten het aantal ontvankelijk bevonden kandidaten mee.
<b>Art. 19.</b> La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats jugés irrecevables est reversée sur leur compte déclaré, conformément à l'article 15, § 1 <sup>er</sup> , 7 <sup>o</sup> .	<b>Art. 19.</b> De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de onontvankelijk bevonden kandidaten wordt teruggestort op de rekening die werd meegedeeld overeenkomstig artikel 15, § 1, 7 <sup>o</sup> .
<b>Section 3. - Procédure</b>	<b>Afdeling 3. - Procedure</b>
<b>Sous-section 1<sup>ère</sup>. - Généralités</b>	<b>Onderafdeling 1. - Algemeen</b>
<b>Art. 20.</b> L'Institut détermine le mode de communication entre l'Institut et les candidats durant la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	<b>Art. 20.</b> Het Instituut bepaalt de wijze van communicatie tussen het Instituut en de kandidaten tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.
<b>Art. 21.</b> Chaque candidat s'abstient de tout comportement ou communication perturbant le bon déroulement de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	<b>Art. 21.</b> Alle kandidaten onthouden zich van elke gedraging of bekendmaking die het goede en ordelijke verloop van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten verstoort.
<b>Art. 22.</b> Chaque candidat s'abstient, sous peine d'exclusion de la candidature, d'échanger des informations confidentielles ainsi que de s'accorder avec d'autres candidats et de tout autre acte pouvant influencer le résultat de la procédure ou qui peut nuire au maintien de la concurrence au cours de la procédure d'octroi des droits d'utilisation.	<b>Art. 22.</b> Alle kandidaten onthouden zich, op straffe van uitsluiting van de kandidatuur, van de uitwisseling van vertrouwelijke informatie en van afspraken met andere kandidaten en van elke andere handeling die de uitkomst van de procedure kan beïnvloeden of die afbreuk kan doen aan de mededinging tijdens de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten.

<p><b>Art. 23.</b> L'Institut assure le bon ordre du déroulement et l'organisation pratique de la procédure d'octroi des droits d'utilisation. L'Institut peut prendre, à cet effet, toutes les mesures utiles.</p>	<p><b>Art. 23.</b> Het Instituut staat in voor het ordelijk verloop en de praktische organisatie van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Hiertoe kan het Instituut alle nodige maatregelen treffen.</p>
<p><b>Art. 24. § 1<sup>er</sup>.</b> L'institut constate les infractions qui donnent lieu à la nullité de l'offre ou à l'exclusion de la procédure d'octroi de droits d'utilisation. L'institut décide de toute façon à l'exclusion du candidat, si le candidat enfreint l'article 22.</p>	<p><b>Art. 24. § 1.</b> Het Instituut stelt de inbreuken vast die leiden tot nietigheid van het bod of uitsluiting van de procedure tot toekenning van de gebruiksrechten. Het Instituut beslist in elk geval tot uitsluiting van de kandidaat indien de kandidaat een inbreuk maakt op artikel 22.</p>
<p><b>§ 2.</b> Par ailleurs, dans ce cas, l'Institut dépose également plainte auprès des autorités de la concurrence compétentes et dépose plainte avec constitution de partie civile auprès du juge d'instruction compétent.</p>	<p><b>§ 2.</b> Bovendien dient het Instituut in dit geval eveneens klacht in bij de bevoegde mededingingsautoriteiten en legt het klacht met burgerlijke partijstelling neer bij de bevoegde onderzoeksrechter.</p>
<p><b>Art. 25.</b> La procédure d'octroi des droits d'utilisation est composée de:</p>	<p><b>Art. 25.</b> De procedure tot toekenning van de gebruiksrechten bestaat uit:</p>
<p>1° une mise aux enchères, conformément aux dispositions des articles 26 à 36, des blocs de fréquences mentionnés à l'article 4, § 1<sup>er</sup>;</p>	<p>1° een veiling, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 26 tot 36, van de frequentieblokken vermeld in artikel 4, § 1;</p>
<p>2° un tour supplémentaire, conformément aux dispositions des articles 37 à 41, pendant lequel les candidats peuvent remettre des offres supplémentaires pour leurs options de placement préférées.</p>	<p>2° een bijkomende ronde, overeenkomstig de bepalingen van de artikelen 37 tot 41, opdat de kandidaten bijkomende biedingen kunnen indienen voor hun voorkeursplaatsen.</p>
<p><b>Sous-section 2. – Mise aux enchères</b></p>	<p><b>Onderafdeling 2. – Veiling</b></p>
<p><b>Art. 26.</b> Avant le début de la mise aux enchères, l'Institut communique, aux candidats, les renseignements suivants:</p>	<p><b>Art. 26.</b> Voor de aanvang van de toewijzing bij opbod brengt het Instituut de kandidaten de volgende informatie ter kennis:</p>
<p>1° toute information pertinente que le candidat doit utiliser pour émettre une offre et prouver que toute communication, qu'il fait dans le cadre de la mise aux enchères, émane de lui;</p>	<p>1° elke relevante informatie die de kandidaat dient te gebruiken om een bod uit te brengen en om te bewijzen dat elke mededeling die hij in het kader van de toewijzing bij opbod doet van hem afkomstig is;</p>
<p>2° le moment du début et de la fin du premier tour;</p>	<p>2° het tijdstip van begin en einde van de eerste ronde;</p>
<p>3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le premier tour;</p>	<p>3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de eerste ronde;</p>

4° le cas échéant, les autres renseignements et documents, dont le candidat a besoin pour participer à la mise aux enchères.	4° in voorkomend geval, de overige inlichtingen en documenten die de kandidaat nodig heeft om te kunnen deelnemen aan de toewijzing bij opbod.
<b>Art. 27. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut décide quand les tours successifs sont organisés et en informe les candidats.	<b>Art. 27. § 1.</b> Het Instituut beslist wanneer de opeenvolgende rondes worden georganiseerd en brengt de kandidaten daarvan op de hoogte.
Durant chaque tour, chaque candidat, peut notifier à l'Institut:	Tijdens elke ronde kan elke kandidaat aan het Instituut het volgende melden:
1° qu'il émet une ou plusieurs offres, conformément à l'article 28, ou;	1° zijn bod of meerdere biedingen, overeenkomstig artikel 28, of;
2° qu'il recourt à une carte pour passer, conformément à l'article 31, ou;	2° zijn beroep op een paskaart, overeenkomstig artikel 31, of;
3° qu'il se retire de l'enchère, conformément à l'article 32.	3° zijn terugtrekking uit de bieding, overeenkomstig artikel 32.
4° qu'il ne souhaite effectuer aucune des trois actions prévues aux 1° à 3°.	4° dat hij geen enkele van de drie acties onder 1° tot 3° wenst uit te voeren.
<b>§ 2.</b> Si un candidat qui peut émettre une offre conformément à l'article 28, ne fait aucune des quatre communications visées au paragraphe 1 <sup>er</sup> dans la durée du tour déterminée par l'Institut, il sera réputé avoir utilisé une carte pour passer si le candidat concerné a encore des cartes pour passer, conformément à l'article 31. Si le candidat n'a plus de cartes pour passer et qu'il ne détient l'offre régulière la plus élevée pour aucun bloc de fréquences, il sera réputé s'être retiré de la mise aux enchères.	<b>§ 2.</b> Indien een kandidaat die overeenkomstig artikel 28 een bod kan uitbrengen, geen van de vier in de eerste paragraaf vermelde mededelingen doet tijdens de door het Instituut vastgelegde duur van de ronde, dan zal worden aangenomen dat hij gebruik heeft gemaakt van een paskaart indien de betrokken kandidaat nog paskaarten heeft, overeenkomstig artikel 31. Indien de kandidaat geen paskaarten meer heeft en voor geen enkel frequentieblok over het hoogste regelmatige bod beschikt, dan zal worden aangenomen dat hij zich heeft teruggetrokken uit de toewijzing bij opbod.
<b>Art. 28. § 1<sup>er</sup>.</b> Le candidat émet son offre de la manière indiquée par l'Institut dans la durée fixée pour chaque tour.	<b>Art. 28. § 1.</b> De kandidaat brengt zijn bod uit op de door het Instituut aangegeven wijze en binnen de vastgelegde duur van elke ronde.
<b>§ 2.</b> L'offre identifie un bloc de fréquences déterminé.	<b>§ 2.</b> Het bod identificeert één enkel, welbepaald frequentieblok.
<b>§ 3.</b> L'Institut fixe le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour les tours successifs en tenant compte des principes suivants:	<b>§ 3.</b> Het Instituut stelt het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok vast voor de opeenvolgende ronden op basis van de volgende principes:

1° le montant de l'offre minimale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmenté d'un pourcentage entre 0 et 10% ;	1° het bedrag van het minimumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 10%;
2° le montant de l'offre maximale pour un bloc de fréquence donné est égale au montant de l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences, augmentée d'un pourcentage entre 0 et 50%.	2° het bedrag van het maximumbod voor een gegeven frequentieblok is gelijk aan het bedrag van het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok, vermeerderd met een percentage tussen 0 en 50%.
<b>§ 4.</b> Le montant de chaque offre pour un bloc de fréquence consiste en un nombre entier multiple de 10.000 euros.	<b>§ 4.</b> Het bedrag van elk bod voor een frequentieblok bestaat uit een bedrag dat een heel veelvoud is van 10.000 euro.
<b>§ 5.</b> Le montant de l'offre minimale au premier tour est déterminé conformément à l'article 30 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	<b>§ 5.</b> Het bedrag van het minimumbod in de eerste ronde wordt vastgelegd in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
<b>§ 6.</b> Un candidat ne peut pas émettre d'offre pour un bloc de fréquences pour lequel il détient l'offre régulière la plus élevée.	<b>§ 6.</b> Een kandidaat mag geen bod uitbrengen voor een frequentieblok waarvoor hij het hoogste regelmatige bod heeft.
<b>§ 7.</b> L'ensemble des offres d'un candidat doit être en conformité avec les restrictions imposées par l'article 4, § 3.	<b>§ 7.</b> Het geheel van de biedingen van een kandidaat moet conform de beperkingen opgelegd in artikel 4, § 3, zijn.
<b>§ 9.</b> L'Institut fixe les règles relatives à l'activité des candidats.	<b>§ 9.</b> Het Instituut legt de regels vast in verband met de activiteit van de kandidaten.
<b>Art. 29.</b> Chaque candidat est lié inconditionnellement et irrévocablement à son offre jusqu'à ce qu'un autre candidat ait fait une offre régulière supérieure pour le bloc de fréquences.	<b>Art. 29.</b> Elke kandidaat is onvoorwaardelijk en onherroepelijk aan zijn bod gebonden tot een andere kandidaat een hoger regelmatig bod uitbrengt voor het frequentieblok.
<b>Art. 30.</b> Au plus tard au moment où le montant total pour l'ensemble des offres faites par le candidat dépasse un nombre multiple de 10 millions d'euros et à partir de 30 millions d'euros, le candidat augmente, à chaque fois, sa garantie par un versement de 0,5 millions d'euros.	<b>Art. 30.</b> Uiterlijk op het ogenblik waarop het totale bedrag voor alle biedingen die door de kandidaat zijn gedaan, een veelvoud van 10 miljoen euro overschrijdt en vanaf 30 miljoen euro verhoogt de kandidaat telkens zijn waarborg met een storting van 0,5 miljoen euro.

La preuve de l'augmentation de la garantie parvient à l'Institut avant que le candidat émette l'offre qui donne lieu à l'augmentation de la garantie. Une offre émise sans augmentation, telle que requise de la garantie, est nulle.	Het bewijs van de verhoging van de waarborg komt bij het Instituut toe voor het ogenblik waarop de kandidaat het bod uitbrengt dat aanleiding geeft tot de verhoging van de waarborg. Een bod uitgebracht zonder de vereiste verhoging van de waarborg is nietig.
<b>Art. 31.</b> Chaque candidat peut recourir à une carte pour passer comme alternative à une offre ou à un retrait. Un candidat ne peut passer son tour au total qu'au maximum trois fois durant la mise aux enchères.	<b>Art. 31.</b> Elke kandidaat mag een beroep doen op een paskaart als alternatief voor een bod of een terugtrekking. Een kandidaat mag in totaal maximaal driemaal passen tijdens de toewijzing bij opbod.
<b>Art. 32.</b> Chaque candidat, à l'exception des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, peut se retirer de la mise aux enchères. Ce retrait est définitif et irrévocable.	<b>Art. 32.</b> Elke kandidaat, met uitzondering van de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok, mag zich uit de toewijzing bij opbod terugtrekken. Deze terugtrekking is definitief en onherroepelijk.
<b>Art. 33.</b> Si, dans un tour, deux ou plusieurs candidats émettent la même offre pour un bloc de fréquences donné, l'Institut détermine, par tirage au sort, l'offre régulière la plus élevée pour ce bloc de fréquences.	<b>Art. 33.</b> Indien in een ronde twee of meer kandidaten hetzelfde bod uitbrengen op een gegeven frequentieblok, dan bepaalt het Instituut via loting het hoogste regelmatige bod voor dat frequentieblok.
<b>Art. 34.</b> Après chaque tour, l'Institut communique, aux candidats restants, les informations suivantes:	<b>Art. 34.</b> Na elke ronde brengt het Instituut de overblijvende kandidaten de volgende informatie ter kennis:
1° le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que l'identité fictive du candidat détenant cette offre pour chaque bloc de fréquences;	1° het bedrag van het hoogste regelmatige bod alsook de fictieve identiteit van de kandidaat die het heeft uitgebracht voor elk frequentieblok;
2° le moment du début et de la fin du tour suivant;	2° het tijdstip van begin en einde van de volgende ronde;
3° le montant de l'offre minimale et maximale pour chaque bloc de fréquences pour le tour suivant.	3° het bedrag van het minimum- en maximumbod voor elk frequentieblok voor de volgende ronde.
<b>Art. 35.</b> Le dernier tour est le tour à la fin duquel aucun candidat n'informe l'Institut d'une offre ou de son recours à une carte pour passer.	<b>Art. 35.</b> De laatste ronde is de ronde waarbij op het einde geen enkele kandidaat het Instituut in kennis stelt van een bod of zijn beroep op een paskaart.

<p><b>Art. 36.</b> A l'issue du dernier tour visé à l'article 35, l'Institut détermine l'offre régulière la plus élevée pour chaque bloc de fréquences et communique, pour chaque bloc de fréquences, aux candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, le montant de l'offre régulière la plus élevée ainsi que le candidat détenant cette offre.</p>	<p><b>Art. 36.</b> Na afloop van de laatste ronde, bedoeld in artikel 35 stelt het Instituut het hoogste regelmatige bod vast per frequentieblok en deelt het voor elk frequentieblok aan de kandidaten die het hoogste regelmatig bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok mee wat het bedrag van het hoogste regelmatige bod is alsook welke kandidaat dat bod heeft uitgebracht.</p>
<p><b>Sous-section 3. – Positionnement</b></p>	<p><b>Onderafdeling 3. – Positie</b></p>
<p><b>Art. 37.</b> L'ensemble des candidats qui détiennent l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences visé à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, peuvent, dans un délai déterminé par l'Institut, communiquer à l'Institut une proposition commune pour le positionnement des différents blocs de fréquences.</p>	<p><b>Art. 37.</b> Alle kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok bedoeld in artikel 4, § 1, 3<sup>o</sup>, mogen binnen een door het Instituut vastgestelde termijn, aan het Instituut een gemeenschappelijk voorstel meedelen voor de positie van de verschillende frequentieblokken.</p>
<p>Si l'Institut accepte la proposition commune, le tour supplémentaire visé aux articles 38 à 41 ne se tient pas.</p>	<p>Indien het Instituut het gemeenschappelijke voorstel aanvaardt, wordt de bijkomende ronde bedoeld in de artikelen 38 tot 41 niet gehouden.</p>
<p><b>Art. 38. § 1<sup>er</sup>.</b>L'Institut établit une liste exhaustive d'options de positionnement des différents blocs de fréquences dans la bande de fréquences comprise entre 24700 MHz et 27500 MHz.</p>	<p><b>Art. 38. § 1.</b> Het Instituut stelt een exhaustieve lijst op van de opties voor positionering voor de verschillende frequentieblokken in de frequentieband gelegen tussen 24700 MHz en 27500 MHz.</p>
<p><b>§ 2.</b> Toutes les options doivent respecter les critères suivants:</p>	<p><b>§ 2.</b> Alle opties moeten voldoen aan de volgende criteria:</p>
<p>1° tous les blocs pour lesquels un candidat donné a émis l'offre régulière la plus élevée sont, dans la mesure du possible, positionnés de manière contigüe ;</p>	<p>1° alle blokken waarvoor een gegeven kandidaat het hoogste regelmatige bod heeft uitgebracht worden in de mate van het mogelijke aaneengrenzend geplaatst;</p>
<p>2° les blocs pour lesquels aucune offre régulière n'a été émise sont positionnés dans la partie inférieure de la bande de fréquences 24700-27500 MHz.</p>	<p>2° de blokken waarvoor geen enkel regelmatig bod werd uitgebracht worden geplaatst in het laagste deel van de frequentieband 24700-27500 MHz.</p>
<p><b>Art. 39.</b> L'Institut communique aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour au moins un bloc de fréquences, les renseignements suivants:</p>	<p><b>Art. 39.</b> Het Instituut deelt de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor ten minste één frequentieblok de volgende inlichtingen mee:</p>
<p>1° la liste des options de positionnement des différents blocs de fréquences;</p>	<p>1° de lijst van de opties voor positionering van de verschillende frequentieblokken;</p>

2° le moment du début et de la fin du tour supplémentaire, pendant lequel les candidats peuvent remettre leurs offres supplémentaires relatives au positionnement des blocs de fréquences.	2° het moment van het begin en het einde van de bijkomende ronde, tijdens welke de kandidaten hun bijkomende biedingen met betrekking tot de positionering van de frequentieblokken kunnen doen.
<b>Art. 40. § 1<sup>er</sup>.</b> Durant le tour supplémentaire chaque candidat peut remettre une ou plusieurs offres supplémentaires, conformément au § 2.	<b>Art. 40. § 1.</b> Tijdens de bijkomende ronde kan elke kandidaat een of meer bijkomende biedingen doen conform § 2.
<b>§ 2.</b> Chaque offre supplémentaire identifie une option déterminée.	<b>§ 2.</b> Elk bijkomend bod identificeert een bepaalde optie.
Le montant de l'offre peut être nul et n'est pas limité.	Het bedrag van het bod mag nul zijn en is niet beperkt.
<b>Art. 41. § 1<sup>er</sup>.</b> A l'issue du tour supplémentaire, l'Institut calcule pour chaque option, la somme des offres supplémentaires émises pour cette option.	<b>Art. 41. § 1.</b> Na de bijkomende ronde berekent het Instituut voor elke optie de som van de bijkomende biedingen uitgebracht voor deze optie.
<b>§ 2.</b> L'option choisie est celle pour laquelle la somme des offres supplémentaires émises est la plus élevée.	<b>§ 2.</b> De gekozen optie is deze waarvoor de som van de uitgebrachte bijkomende biedingen het hoogste is.
Si deux ou plusieurs options ont la même somme des offres supplémentaires émises la plus élevée, l'Institut détermine par tirage au sort l'option choisie.	Indien een of meer opties dezelfde grootste som van de uitgebrachte bijkomende biedingen hebben, bepaalt het Instituut via loting de gekozen optie.
<b>Section 4. - Octroi des droits d'utilisation</b>	<b>Afdeling 4. - Toekenning van de gebruiksrechten</b>
<b>Art. 42. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut octroie des droits d'utilisation aux candidats qui ont émis l'offre régulière la plus élevée pour les différents blocs de fréquences.	<b>Art. 42. § 1.</b> Het Instituut kent gebruiksrechten toe aan de kandidaten die het hoogste regelmatige bod hebben uitgebracht voor de verschillende frequentieblokken.
<b>§ 2.</b> L'Institut fixe la date de début de validité des droits d'utilisation.	<b>§ 2.</b> Het Instituut bepaalt de datum van aanvang van de geldigheidsduur van de gebruiksrechten.
<b>§ 3.</b> L'Institut notifie, à tout candidat, le solde à payer en même temps que ses droits d'utilisation.	<b>§ 3.</b> Het Instituut deelt elke kandidaat samen met zijn gebruiksrechten het te betalen saldo mee.

Le montant total de la redevance unique est égal à la somme des montants des offres régulières les plus élevées émises par le candidat et le montant de l'offre supplémentaire émise par le candidat relative à l'option de positionnement choisie.	Het totale bedrag van de enige heffing is gelijk aan de som van de bedragen van de hoogste regelmatige biedingen uitgebracht door de kandidaat en het bedrag van de bijkomende bieding uitgebracht door de kandidaat met betrekking tot de gekozen opties voor positionering.
<b>§ 4.</b> La garantie, en ce compris les intérêts, des candidats à qui n'est pas octroyé des droits d'utilisation, est reversée sur leur compte, déclaré conformément à l'article 15, § 1 <sup>er</sup> , 7 <sup>o</sup> .	<b>§ 4.</b> De waarborg, met inbegrip van de interesten, van de kandidaten waaraan geen gebruiksrechten worden toegekend, wordt op hun rekening teruggestort, overeenkomstig artikel 15, § 1, 7 <sup>o</sup> .
<b>§ 5.</b> En dérogation au § 4, la garantie n'est pas reversée aux candidats n'ayant émis aucune offre conformément à l'article 28.	<b>§ 5.</b> In afwijking van § 4 wordt de waarborg niet teruggestort aan kandidaten die geen enkel bod hebben uitgebracht in overeenstemming met artikel 28.
<b>Art. 43.</b> Les modalités de paiement sont conformes à l'article 30 de la loi de 13 juin 2005 relative aux communications électroniques.	<b>Art. 43.</b> De betalingsmodaliteiten zijn in overeenstemming met artikel 30 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie.
Le non-paiement, le paiement tardif ou incomplet du solde de la redevance unique entraîne la déchéance de plein droit des droits d'utilisation. L'opérateur 26 GHz déclaré déchu des droits d'utilisation est exclu de toute candidature au sens de l'article 12.	Niet-betaling of laattijdige of onvolledige betaling van het saldo van de enige heffing houdt het verval van rechtswege van de gebruiksrechten in. De 26GHz-operator van wie de gebruiksrechten vervallen zijn verklaard, wordt uitgesloten van iedere kandidatuur in de zin van artikel 12.
<b>CHAPITRE 10. - Dispositions finales</b>	<b>HOOFDSTUK 10. - Slotbepalingen</b>
<b>Art. 48.</b> Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	<b>Art. 48.</b> De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.
Donné à Bruxelles, le [].	Gegeven te Brussel, [].
PHILIPPE	FILIP
Par le Roi :	Van Koningswege:
Le ministre des Télécommunications, []	De minister van Telecommunicatie, []

**Annexe 2 - Proposition d'arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 juin 2023  
concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande**

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE	FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE
[.] - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 juin 2023 concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande	[.] - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juni 2023 betreffende private lokale breedbandradionetwerken
RAPPORT AU ROI	VERSLAG AAN DE KONING
Sire,	Sire,
Généralité	Algemeen
L'arrêté qui est soumis à Votre signature vise à pouvoir autoriser des réseaux locaux privés utilisant la technologie 5G dans la sous-bande de fréquences 24250-24700 MHz.	Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, heeft tot doel private lokale netwerken die gebruikmaken van de 5G-technologie in de subfrequentieband van 24250-24700 MHz mogelijk te kunnen maken.
Conformément à l'article 54 de la directive 2018/1972/UE du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 établissant le code des communications électroniques européen (ci-après "Code des communications électroniques européen"), les États membres doivent autoriser l'utilisation d'au moins 1000 MHz de la bande 26 GHz (24250-27500 MHz), pour autant que des éléments de preuve démontrent clairement l'existence d'une demande du marché et l'absence de contraintes significatives concernant la migration des utilisateurs existants ou la libération de la bande, au plus tard le 31 décembre 2020, afin de faciliter le déploiement de la 5G.	Overeenkomstig artikel 54 van Richtlijn 2018/1972/EU van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 tot vaststelling van het Europees wetboek voor elektronische communicatie (hierna "Europees wetboek voor elektronische communicatie") moeten de lidstaten, om de uitrol van 5G te vergemakkelijken, uiterlijk 31 december 2020 het gebruik mogelijk maken van ten minste 1000 MHz in de 26GHz-band (24250-27500 MHz), mits er sprake is van een duidelijke marktvraag en er geen aanzienlijke beperkingen zijn voor de migratie van bestaande gebruikers of het vrijmaken van banden.
Une première consultation publique a été organisée par l'Institut belge des services postaux et des télécommunications (ci-après « IBPT ») en avril 2019. Celle-ci avait montré l'absence de demande du marché pour la bande 26 GHz.	Het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie (hierna "BIPT" genoemd) heeft een eerste openbare raadpleging georganiseerd in april 2019. Daaruit was gebleken dat er geen marktvraag was naar de 26GHz-band.

<p>Une deuxième consultation publique a été organisée par l'IBPT en septembre 2023. Celle-ci n'a pas permis de démontrer clairement l'existence d'une demande immédiate du marché, mais a néanmoins montré une demande potentielle à partir de 2025.</p>	<p>In september 2023 organiseerde het BIPT een tweede openbare raadpleging. Daaruit bleek niet duidelijk dat er een onmiddellijke marktvraag bestond, maar wel dat er een potentiële vraag was vanaf 2025.</p>
<p>En Belgique, la sous-bande 24500-26500 MHz était utilisée de manière intensive pour les faisceaux hertziens. Le reste de la bande 26 GHz, à savoir les sous-bandes 24250-24500 MHz et 26500-27500 MHz, est disponible.</p>	<p>In België werd de subband van 24500-26500 MHz intensief gebruikt voor straalverbindingen. De rest van de 26GHz-band, namelijk de subbanden van 24250-24500 MHz en 26500-27500 MHz, is beschikbaar.</p>
<p>En décembre 2018, l'IBPT a décidé d'interdire l'installation de nouveaux équipements pour les faisceaux hertziens dans la bande 26 GHz, afin de faciliter un réaménagement de la bande au moment voulu.</p>	<p>In december 2018 heeft het BIPT beslist om de installatie van nieuwe apparatuur voor straalverbindingen in de 26GHz-band te verbieden, om een herschikking van de band op het gewenste tijdstip te vergemakkelijken.</p>
<p>Il reste actuellement environ [300] liaisons par faisceaux hertziens dans la bande 26 GHz. La migration de ces liaisons ne devrait pas poser de problèmes significatifs.</p>	<p>Er zijn momenteel ongeveer [300] straalverbindingen over in de 26GHz-band. De migratie van deze verbindingen zal naar verwachting geen aanzienlijke problemen opleveren.</p>
<p>Conformément à l'article 13/2 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques (ci-après la « LCE »), l'IBPT a déterminé le régime d'autorisation le plus approprié pour l'utilisation de la bande 26 GHz. Le régime d'autorisation pour la sous-bande 24250-24700 MHz est l'octroi d'autorisations de radiocommunications privées (utilisés à d'autres fins que la fourniture de réseaux publics de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public). Le régime d'autorisation pour la sous-bande 24700-27500 MHz est l'octroi de droits d'utilisation du spectre radioélectrique (utilisés entièrement ou partiellement pour la fourniture de réseaux publics de communications électroniques ou de services de communications électroniques accessibles au public).</p>	<p>Overeenkomstig artikel 13/2 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie (hierna "WEC" genoemd) heeft het BIPT de meest geschikte regeling voor het machtigen van het gebruik van de 26GHz-band bepaald. De regeling om de subband van 24250-24700 MHz te machtigen is het verlenen van vergunningen voor private radiocommunicatie (gebruikt voor andere doeleinden dan het aanbieden van openbare elektronische-communicatienetwerken of voor het publiek beschikbare elektronische-communicatiediensten). De regeling om de subband van 24700-27500 MHz te machtigen is het verlenen van gebruiksrechten voor radiospectrum (geheel of gedeeltelijk gebruikt voor het aanbieden van openbare elektronische-communicatienetwerken of voor het publiek beschikbare elektronische-communicatiediensten).</p>

<p>Les règles générales d'octroi des autorisations de radiocommunications privées pour la bande 3800-4200 MHz et les obligations des titulaires d'une autorisation, sont fixées par l'arrêté royal du 4 juin 2023 <i>concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande</i> (ci-après « arrêté royal du 4 juin 2023 »). Vu que la plupart des règles générales d'octroi des autorisations et des obligations des titulaires d'une autorisation seront identiques ou similaires pour la sous-bande 24250-24900 MHz, une modification de l'arrêté royal du 4 juin 2023 s'impose.</p>	<p>De algemene regels voor de toekenning van vergunningen voor private radiocommunicatie voor de 3800-4200MHz-band en de verplichtingen van de vergunninghouders zijn vastgelegd in het koninklijk besluit van 4 juni 2023 <i>betreffende private lokale breedbandradionetwerken</i> (hierna "koninklijk besluit van 4 juni 2023"). Aangezien de meeste algemene regels voor de toekenning van vergunningen en de meeste verplichtingen van de vergunninghouders identiek of vergelijkbaar zullen zijn voor de 24250-24900MHz-subband, is een wijziging van het koninklijk besluit van 4 juni 2023 noodzakelijk.</p>
<p>Les seules conditions qui diffèrent de celles pour la bande 3800-4200 MHz sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le spectrum cap ;</li> <li>- le montant de la redevance annuelle.</li> </ul>	<p>De enige voorwaarden die verschillen van die voor de 3800-4200MHz-band zijn:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- de spectrum cap;</li> <li>- het bedrag van het jaarlijkse recht.</li> </ul>
<p>Les conditions d'obtention et d'utilisation des droits d'utilisation attribués aux opérateurs mobiles dans la sous-bande de fréquences 24900-27500 MHz sont fixées par un autre arrêté royal.</p>	<p>De voorwaarden voor het verkrijgen en uitoefenen van de gebruiksrechten die worden toegekend aan de mobiele operatoren in de subfrequentieband van 24900-27500 MHz, worden vastgesteld bij een ander koninklijk besluit.</p>
<p>Commentaire article par article</p>	<p>Artikelsgewijze bespreking</p>
<p><b>Article 1<sup>er</sup></b></p>	<p><b>Artikel 1</b></p>
<p>Cet article modifie l'article 4 de l'arrêté royal du 4 juin 2023 et en particulier le § 5 qui fixe le <i>spectrum cap</i>. La capacité disponible est de 450 MHz tandis que les canaux 5G/NR peuvent avoir des largeurs de bande de 50, 100, 200 ou 400 MHz.</p>	<p>Dit artikel wijzigt artikel 4 van het koninklijk besluit van 4 juni 2023 en met name § 5, waarin de <i>spectrum cap</i> wordt vastgesteld. De beschikbare capaciteit bedraagt 450 MHz, terwijl 5G/NR-kanalen bandbreedten kunnen hebben van 50, 100, 200 of 400 MHz.</p>

<p>En raison des caractéristiques radioélectriques de la bande 26 GHz, la distance jusqu'à laquelle deux réseaux peuvent se brouiller est très faible. On peut a priori écarter les cas où trois réseaux proches géographiquement devraient utiliser trois canaux différents. Un <i>spectrum cap</i> de 400 MHz permet donc d'assurer de pouvoir octroyer du spectre à toutes les personnes qui en feraient la demande. Si une consultation publique organisée par l'IBPT a permis de démontrer que la possibilité d'octroyer des autorisations à d'autres personnes n'est pas en mise en péril, le <i>spectrum cap</i> peut être augmenté jusqu'à 800 MHz.</p>	<p>Vanwege de radio-eigenschappen van de 26GHz-band is de afstand tot welke twee netwerken wederzijdse interferentie kunnen veroorzaken zeer kort. A priori kunnen de gevallen worden uitgesloten waarbij drie geografisch nabijgelegen netwerken drie verschillende kanalen zouden moeten gebruiken. Een <i>spectrum cap</i> van 400 MHz zorgt er dus voor dat spectrum kan worden toegewezen aan iedereen die daarom verzoekt. Indien uit een door het BIPT georganiseerde openbare raadpleging blijkt dat de mogelijkheid om vergunningen aan andere personen te verlenen niet in het gedrang komt, kan de <i>spectrum cap</i> worden verhoogd tot 800 MHz.</p>
<b>Article 2</b>	<b>Artikel 2</b>
<p>Cet article modifie l'article 8 de l'arrêté royal du 4 juin 2023 et en particulier le § 1<sup>er</sup> qui fixe le montant de la redevance annuelle. Ce montant est fixé à [80] euros par MHz, pour la bande 26 GHz. Ce qui est significativement moins important que pour la bande 3800-4200 MHz versus 400 euros par MHz.</p>	<p>Dit artikel wijzigt artikel 8 van het koninklijk besluit van 4 juni 2023 en met name § 1, waarin het bedrag van het jaarlijkse recht wordt vastgesteld. Dit bedrag is vastgesteld op [80] euro per MHz voor de 26GHz-band. Dit is beduidend lager dan het bedrag van 400 euro per MHz voor de 3800-4200MHz-band.</p>
<b>Article 3</b>	<b>Artikel 3</b>
<p>Cet article ne nécessite pas de commentaire.</p>	<p>Dit artikel behoeft geen commentaar.</p>
<p>Telles sont, Sire, les principales dispositions de l'arrêté soumis à l'approbation de Votre Majesté.</p>	<p>Dit zijn, Sire, de voornaamste bepalingen van het besluit dat aan Uwe Majesteit ter goedkeuring wordt voorgelegd.</p>
<p>J'ai l'honneur d'être,</p>	<p>Ik heb de eer te zijn,</p>
Sire,	Sire,
de Votre Majesté,	van Uwe Majesteit,
le très respectueux	de zeer eerbiedige
et très fidèle serviteur,	en zeer getrouwe dienaar,
Le ministre des Télécommunications, []	De minister van Telecommunicatie, []

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
<b>SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>[]. - Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 4 juin 2023 concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande</b>	<b>[]. - Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 4 juni 2023 betreffende private lokale breedbandradionetwerken</b>
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 39, § 2, modifié par la loi du 31 juillet 2017, par la loi du 21 décembre 2021 et par la loi du 28 novembre 2023, l'article 39, § 3, modifié par la loi du 20 juillet 2006 et par la loi du 21 décembre 2021, et l'article 43, modifié par la loi du 25 avril 2007 et par la loi du 21 décembre 2021 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 39, § 2, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017, bij de wet van 21 december 2021 en bij de wet van 28 november 2023, artikel 39, § 3, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006 en bij de wet van 21 december 2021, en artikel 43, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007 en bij de wet van 21 december 2021;
Vu l'arrêté royal du 4 juin 2023 concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande ;	Gelet op het koninklijk besluit van 4 juni 2023 betreffende private lokale breedbandradionetwerken;
Vu la consultation publique tenue du [] au [] ;	Gelet op de openbare raadpleging die werd gehouden van [] tot [];
Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [] ;	Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le [] ;	Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op [];
Vu l'accord de la secrétaire d'État au Budget, donné le [] ;	Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris van Begroting, gegeven op [];
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le [] ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op [];

Vu la consultation du [] au [] du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van [] tot [] van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu l'accord du Comité de concertation, du [] ;	Gelet op de akkoordbevinding van het Overlegcomité van [];
Vu l'avis XX.XXX/X du Conseil d'Etat, donné le [], en application de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op advies XX.XXX/X van de Raad van State, gegeven op [...], met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij :
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> Dans l'article 4 de l'arrêté royal du 4 juin 2023 concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande, les modifications suivantes sont apportées :	<b>Artikel 1.</b> In artikel 4 van het koninklijk besluit van 4 juni 2023 betreffende private lokale breedbandradionetwerken worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° le paragraphe 1 <sup>er</sup> est complété par un alinéa rédigé comme suit :	1° paragraaf 1 wordt aangevuld met een lid, luidende:
« L'Institut peut identifier des parties de la bande de fréquences 24250-24700 MHz pour l'octroi d'autorisations. » ;	“Het Instituut kan delen van de frequentieband 24250-24700 MHz identificeren voor de toekenning van vergunningen.”;
2° le paragraphe 2 est complété par un alinéa rédigé comme suit :	2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid, luidende:
« La bande de fréquences 24250-24700 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux. » ;	“De frequentieband 24250-24700 MHz wordt gebruikt voor de uitzendingen van de basisstations en van de terminals.”;
3° le paragraphe 5 est complété par deux alinéas rédigés comme suit :	3° paragraaf 5 wordt aangevuld met twee leden, luidende:
« Un groupe pertinent par rapport à un titulaire d'une autorisation ne peut détenir que 200 MHz au maximum, à un endroit donné, dans la bande de fréquences 24250-24700 MHz.	“Een relevante groep ten opzichte van een vergunninghouder mag, op een gegeven plaats, maximaal slechts 200 MHz houden in de frequentieband 24250-24700 MHz.

<p>Par dérogation à l'alinéa 2, un groupe pertinent par rapport à un titulaire d'une autorisation peut détenir jusqu'à 400 MHz à un endroit donné, dans la bande de fréquences 24250-24700 MHz, si une consultation publique organisée par l'IBPT a permis de démontrer que cette détention ne met pas en péril la possibilité d'octroyer des autorisations à d'autres personnes. ».</p>	<p>In afwijking van het tweede lid mag een relevante groep ten opzichte van een vergunninghouder, op een gegeven plaats, tot 400 MHz houden in de frequentieband 24250-24700 MHz, indien uit een door het BIPT georganiseerde openbare raadpleging blijkt dat hierdoor de mogelijkheid om vergunningen aan andere personen te verlenen, niet in het gedrang komt.".</p>
<p><b>Art. 2.</b> Dans l'article 8, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, les mots « qui s'élève à 400 euros » sont remplacés par les mots « qui s'élève à 400 euros pour la bande de fréquences 3800-4200 MHz et à [80] euros pour la bande de fréquences 24250-24700 MHz ».</p>	<p><b>Art. 2.</b> In artikel 8, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de woorden "dat 400 euro bedraagt" vervangen door de woorden "dat 400 euro bedraagt voor de frequentieband 3800-4200 MHz en [80] euro voor de frequentieband 24250-24700 MHz".</p>
<p><b>Art. 3.</b> Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.</p>	<p><b>Art. 3.</b> De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.</p>
<p>Donné</p>	<p>Gegeven te</p>
<p>PHILIPPE</p>	<p>FILIP</p>
<p>Par le Roi:</p>	<p>Van Koningswege:</p>
<p>Le Ministre des Télécommunications,</p>	<p>De Minister van Telecommunicatie,</p>

**Annexe 3 - Version consolidée de l'arrêté royal du 4 juin 2023 *concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande***

ROYAUME DE BELGIQUE	KONINKRIJK BELGIË
<b>SERVICE PUBLIC FÉDÉRAL ÉCONOMIE, PME, CLASSES MOYENNES ET ÉNERGIE</b>	<b>FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE</b>
<b>4 JUIN 2023. - Arrêté royal concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande</b>	<b>4 JUNI 2023. - Koninklijk besluit betreffende private lokale breedbandradionetwerken</b>
PHILIPPE, Roi des Belges,	FILIP, Koning der Belgen,
À tous, présents et à venir, Salut.	Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.
Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, l'article 11, § 1 <sup>er</sup> , modifié par la loi du 25 avril 2007 et par la loi du 21 décembre 2021, l'article 16, l'article 30, § 2, modifié par la loi du 15 mars 2010, l'article 39, § 2, modifié par la loi du 31 juillet 2017 et par la loi du 21 décembre 2021, l'article 39, § 3, modifié par la loi du 20 juillet 2006 et par la loi du 21 décembre 2021, et l'article 43, modifié par la loi du 25 avril 2007 et par la loi du 21 décembre 2021 ;	Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, artikel 11, § 1, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007 en de wet van 21 december 2021, artikel 16, artikel 30, § 2, gewijzigd bij de wet van 15 maart 2010, artikel 39, § 2, gewijzigd bij de wet van 31 juli 2017 en de wet van 21 december 2021, artikel 39, § 3, gewijzigd bij de wet van 20 juli 2006 en de wet van 21 december 2021 en artikel 43, gewijzigd bij de wet van 25 april 2007 en de wet van 21 december 2021;
Vu l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros ;	Gelet op het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers;
Vu l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées ;	Gelet op het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen;
Vu la consultation publique tenue du 23 septembre au 21 octobre 2022 ;	Gelet op de openbare raadpleging die gehouden is van 23 september tot 21 oktober 2022;
Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 1 décembre 2022 ;	Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 1 december 2022;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée le 12 décembre 2022 conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;	Gelet op de impactanalyse van de regelgeving uitgevoerd op 12 december 2022 overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;
Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 13 décembre 2022;	Gelet op het advies van de inspecteur van financiën, gegeven op 13 december 2022;
Vu l'accord de la secrétaire d'État au Budget, donné le 15 décembre 2022 ;	Gelet op de akkoordbevinding van Onze Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 15 december 2022;
Vu l'avis de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donné le 16 décembre 2022 ;	Gelet op het advies van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 16 december 2022;
Vu la consultation du 23 janvier 2023 au 30 janvier 2023 du Comité interministériel des Télécommunications et de la Radiodiffusion et la Télévision ;	Gelet op de raadpleging van 23 januari 2023 tot 30 januari 2023 van het Interministerieel Comité voor Telecommunicatie en Radio-omroep en Televisie;
Vu l'accord du Comité de concertation du 15 mars 2023;	Gelet op de akkoordbevinding van het Overlegcomité van 15 maart 2023;
Vu l'avis 73.271/4 du Conseil d'Etat, donné le 17 avril 2023, en application de l'article 84, § 1 <sup>er</sup> , alinéa 1 <sup>er</sup> , 2 <sup>o</sup> , des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;	Gelet op advies 73.271/4 van de Raad van State, gegeven op 17 april 2023, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2 <sup>o</sup> , van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;
Sur la proposition de Notre Ministre des Télécommunications et sur l'avis de nos Ministres réunis en Conseil,	Op de voordracht van Onze Minister van Telecommunicatie en op het advies van onze in Raad vergaderde Ministers,
Nous avons arrêté et arrêtons :	Hebben Wij besloten en besluiten Wij:
<b>CHAPITRE 1<sup>er</sup>. - Terminologie et définitions</b>	<b>HOOFDSTUK 1. - Terminologie en definities.</b>
<b>Article 1<sup>er</sup>.</b> Pour l'application du présent arrêté, on entend par :	<b>Artikel 1.</b> Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:
1 <sup>o</sup> "terminal": station de radiocommunications connectée par voie hertzienne à une station de base ;	1 <sup>o</sup> "terminal": radiocommunicatiestation dat draadloos verbonden is met een basisstation;

2° "réseau local": réseau de radiocommunications composé d'une ou plusieurs stations de base situées dans une zone limitée et d'un ou plusieurs terminaux ;	2° "lokaal netwerk": radiocommunicatienetwerk dat bestaat uit een of meer basisstations die zich binnen een beperkte zone bevinden en uit een of meer terminals bestaan;
3° "autorisation" : autorisation de radiocommunications privées pour un réseau local ;	3° "vergunning": vergunning voor private radiocommunicatie voor een lokaal netwerk;
4° "contrôle relatif à une personne": le pouvoir en droit ou en fait d'exercer une influence décisive sur la désignation de la majorité des administrateurs ou gérants de cette personne, ou sur l'orientation de sa gestion. Le contrôle peut être exercé de façon exclusive ou conjointe, directement ou via un intermédiaire, et sera interprété conformément aux articles 1:14 à 1:18 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1er, étant entendu que lorsqu'il y est question d'une majorité, cette majorité s'élèvera à 50 % ou plus;	4° "controle met betrekking tot een persoon": de bevoegdheid in rechte of in feite om een beslissende invloed uit te oefenen op de aanstelling van de meerderheid van de bestuurders of zaakvoerders van die persoon of op de oriëntatie van het beheer ervan. De controle kan exclusief of gezamenlijk, direct of via een tussenpersoon worden uitgeoefend en wordt geïnterpreteerd conform de artikelen 1:14 tot 1:18 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1, op voorwaarde dat wanneer er sprake is van een meerderheid, deze meerderheid 50% of meer bedraagt;
5° "groupe pertinent": par rapport à une personne (la "première personne") :	5° "relevante groep": ten opzichte van een persoon (de "eerste persoon"):
a) la première personne, et ;	a) de eerste persoon, en;
b) toute personne contrôlée par la première personne, et ;	b) elke persoon die wordt gecontroleerd door de eerste persoon, en;
c) toute personne (la "deuxième personne") qui contrôle la première personne, et ;	c) elke persoon (de "tweede persoon") die de eerste persoon controleert, en;
d) toute personne contrôlée par la deuxième personne, et ;	d) elke persoon die wordt gecontroleerd door de tweede persoon, en;
e) toute personne avec laquelle une des personnes visées sous a) à c) constitue un consortium, au sens de l'article 1:19 du Code des sociétés et des associations, Partie 1re, Livre 1er, Titre 4, Chapitre 1 <sup>er</sup> .	e) elke persoon waarmee een van de onder a) tot c) beoogde personen een consortium vormt in de betekenis van artikel 1:19 van het Wetboek van Vennootschappen en verenigingen, Deel 1, Boek 1, Titel 4, Hoofdstuk 1.
<b>CHAPITRE 2. - Généralités</b>	<b>HOOFDSTUK 2. - Algemeen</b>

<b>Art. 2.</b> Le présent arrêté s'applique à toute personne morale qui désire obtenir une autorisation.	<b>Art. 2.</b> Dit besluit is van toepassing op elke rechtspersoon die een vergunning wenst te krijgen.
La personne morale qui demande une autorisation doit être en mesure de démontrer un lien avec la zone couverte par l'autorisation.	De rechtspersoon die een vergunning aanvraagt moet een link kunnen aantonen met de door de vergunning gedekte zone.
<b>Art. 3. § 1<sup>er</sup>.</b> Les autorisations sont valables à compter de la date fixée par l'Institut et pendant une période de 10 ans.	<b>Art. 3. § 1.</b> De vergunningen zijn geldig vanaf de datum die door het Instituut wordt vastgesteld en gedurende een periode van 10 jaar.
Par dérogation à l'alinéa premier, la durée de validité de l'autorisation est inférieure à 10 ans en cas de requête du demandeur.	In afwijking van het eerste lid is de geldigheidsduur van de vergunning minder dan 10 jaar op verzoek van de aanvrager.
<b>§ 2.</b> Une autorisation couvre l'utilisation des stations de base et des terminaux d'un réseau local dans une zone déterminée par l'Institut.	<b>§ 2.</b> Een vergunning dekt het gebruik van basisstations en terminals van een lokaal netwerk binnen een door het Instituut bepaalde zone.
Aucune station de base ne peut être installée à l'extérieur de la zone. L'autorisation ne couvre pas l'utilisation des terminaux à l'extérieur de la zone.	Geen enkel basisstation mag buiten de zone worden geïnstalleerd. De vergunning dekt het gebruik van de terminals buiten de zone niet.
<b>§ 3.</b> L'autorisation est incessible.	<b>§ 3.</b> De vergunning is niet overdraagbaar.
<b>CHAPITRE 3. - Utilisation des fréquences</b>	<b>HOOFDSTUK 3. - Gebruik van de frequenties</b>
<b>Art. 4. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut identifie au maximum 200 MHz dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz pour l'octroi d'autorisations.	<b>Art. 4. § 1.</b> Het Instituut identificeert maximaal 200 MHz in de frequentieband 3800-4200 MHz voor de toekenning van vergunningen.
<u>L'Institut peut identifier des parties de la bande de fréquences 24250-24700 MHz pour l'octroi d'autorisations.</u>	<u>Het Instituut kan delen van de frequentieband 24250-24700 MHz identificeren voor de toekenning van vergunningen.</u>
<b>§ 2.</b> La bande de fréquences 3800-4200 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux.	<b>§ 2.</b> De frequentieband 3800-4200 MHz wordt gebruikt voor de uitzendingen van de basisstations en van de terminals.

<u>La bande de fréquences 24250-24700 MHz est utilisée à l'émission par les stations de base et par les terminaux.</u>	<u>De frequentieband 24250-24700 MHz wordt gebruikt voor de uitzendingen van de basisstations en van de terminals.</u>
§ 3. L'Institut fixe les conditions techniques d'utilisation par les titulaires de l'autorisation.	§ 3. Het Instituut bepaalt de technische voorwaarden voor het gebruik door vergunninghouders.
§ 4. L'Institut octroie, conformément aux dispositions du Chapitre 6, des autorisations dans les parties de bandes qu'il a déterminées.	§ 4. Het Instituut verleent, overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk 6, vergunningen in de delen van banden die het heeft bepaald.
§ 5. Un groupe pertinent par rapport à un titulaire d'une autorisation ne peut détenir que 40 MHz au maximum, à un endroit donné, dans la bande de fréquences 3800-4200 MHz.	§ 5. Een relevante groep ten opzichte van de vergunninghouder, kan op een gegeven plaats, in de frequentieband 3800-4200 MHz slechts 40 MHz maximaal houden.
<u>Un groupe pertinent par rapport à un titulaire d'une autorisation ne peut détenir que 200 MHz au maximum, à un endroit donné, dans la bande de fréquences 24250-24700 MHz.</u>	<u>Een relevante groep ten opzichte van een vergunninghouder mag, op een gegeven plaats, maximaal slechts 200 MHz houden in de frequentieband 24250-24700 MHz.</u>
<u>Par dérogation à l'alinéa 2, un groupe pertinent par rapport à un titulaire d'une autorisation peut détenir jusqu'à 400 MHz à un endroit donné, dans la bande de fréquences 24250-24700 MHz, si une consultation publique organisée par l'IBPT a permis de démontrer que cette détention ne met pas en péril la possibilité d'octroyer des autorisations à d'autres personnes.</u>	<u>In afwijking van het tweede lid mag een relevante groep ten opzichte van een vergunninghouder, op een gegeven plaats, tot 400 MHz houden in de frequentieband 24250-24700 MHz, indien uit een door het BIPT georganiseerde openbare raadpleging blijkt dat hierdoor de mogelijkheid om vergunningen aan andere personen te verlenen, niet in het gedrang komt.</u>
Art. 5. L'Institut peut imposer un changement de fréquence ou de largeur de bande au titulaire d'autorisation, dans des cas objectivement justifiés, dans des délais et dans des proportions raisonnables.	Art. 5. Het Instituut kan, in objectief gerechtvaardigde gevallen, de vergunninghouder een wijziging van frequentie of van bandbreedte opleggen binnen redelijke termijnen en verhoudingen.
Le titulaire peut demander par écrit une indemnisation totale ou partielle des frais de modification de ses stations de radiocommunications occasionnés par ce changement de fréquence, lorsque cette modification est imposée pour des raisons d'intérêt public.	De vergunninghouder kan schriftelijk een volledige of gedeeltelijke schadevergoeding aanvragen voor de door deze frequentiewijziging veroorzaakte kosten voor de wijziging van zijn radiocommunicatiestations wanneer die wijziging opgelegd wordt om redenen van openbaar belang.
L'Institut apprécie le bien-fondé du droit à l'indemnisation.	Het Instituut oordeelt over de gegrondheid van het recht op de schadevergoeding.

L'indemnisation n'est autorisée que pour les frais de modification des stations de radiocommunications en service depuis moins de cinq ans à la date à laquelle l'imposition du changement a été notifiée.	De schadevergoeding wordt maar toegestaan voor de kosten tot wijziging van de radiocommunicatiestations die op de datum waarop de opgelegde wijziging werd genotificeerd, minder dan vijf jaar in dienst zijn.
L'indemnité ne couvre que les frais inhérents au changement de fréquence.	De schadevergoeding dekt slechts de kosten die inherent zijn aan de frequentiewijziging.
L'indemnité n'est jamais accordée lorsque le changement résulte exclusivement de l'imposition des mesures appropriées afin de faire cesser des brouillages préjudiciables.	De schadevergoeding wordt nooit verleend wanneer de wijziging uitsluitend voortspuit uit het opleggen van de gepaste maatregelen om schadelijke storingen te doen stoppen.
<b>Art. 6.</b> Les titulaires d'autorisations respectent les contraintes résultant de la coordination transfrontalière dans le cadre des accords internationaux conclus par l'Institut.	<b>Art. 6.</b> De vergunninghouders leven de verplichtingen na die voortvloeien uit de grensoverschrijdende coördinatie in het kader van de internationale overeenkomsten die het Instituut gesloten heeft.
<b>CHAPITRE 4. - Redevances</b>	<b>HOOFDSTUK 4. - Rechten</b>
<b>Art. 7.</b> Un droit de dossier destiné à couvrir les frais d'étude du dossier est dû pour chaque demande d'autorisation.	<b>Art. 7.</b> Voor elke vergunningsaanvraag is een dossierrecht verschuldigd dat bestemd is om de kosten te dekken voor de studie van het dossier.
Le droit de dossier par demande d'autorisation s'élève à 1500 euros. Toute demande de modification de l'autorisation donne lieu au paiement d'un montant s'élevant à la moitié du droit de dossier.	Het dossierrecht bedraagt per vergunningsaanvraag 1500 euro. Elke aanvraag tot wijziging van de vergunning geeft aanleiding tot de betaling van een bedrag dat de helft bedraagt van het dossierrecht.
Le paiement du droit de dossier est effectué, dans les trente jours suivant la notification visée à l'article 15, § 4.	Het dossierrecht wordt betaald binnen dertig dagen na de notificatie waarvan sprake in artikel 15, § 4.
En cas de retrait de la demande ou de renonciation à une autorisation, le droit de dossier restent du.	In geval van intrekking van de aanvraag of afstand van een vergunning, blijft het dossierrecht verschuldigd.

<p><b>Art. 8. § 1<sup>er</sup>.</b> Le titulaire d'autorisation acquitte une redevance annuelle, par MHz attribué et par km<sup>2</sup>, qui s'élève à 400 euros <u>pour la bande de fréquences 3800-4200 MHz et à [80] euros pour la bande de fréquences 24250-24700 MHz.</u></p>	<p><b>Art. 8. § 1.</b> De vergunninghouder betaalt een jaarlijks recht, per toegewezen MHz en per km<sup>2</sup>, dat 400 euro bedraagt <u>voor de frequentieband 3800-4200 MHz en [80] euro voor de frequentieband 24250-24700 MHz.</u></p>
<p>Le montant de cette redevance est indépendant du nombre de stations de radiocommunications exploitant les fréquences attribuées.</p>	<p>Het bedrag van dat recht is onafhankelijk van het aantal radiocommunicatiestations die de toegewezen frequenties exploiteren.</p>
<p><b>§ 2.</b> Le titulaire d'une autorisation paie la redevance annuelle, pour chaque autorisation en cours de validité au premier janvier de l'année sur laquelle porte la redevance, au plus tard le 31 janvier de l'année sur laquelle porte la redevance.</p>	<p><b>§ 2.</b> De vergunninghouder betaalt het jaarlijkse recht, voor elke vergunning die geldig is op 1 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft, uiterlijk 31 januari van het jaar waarop het recht betrekking heeft.</p>
<p>Le premier paiement de la redevance annuelle pour chaque nouvelle autorisation est effectué, dans les trente jours suivant le début de la période de validité de l'autorisation, au prorata du nombre de jours restant jusqu'au 31 décembre de l'année en cours.</p>	<p>De eerste betaling van het jaarlijkse recht voor elke nieuwe vergunning wordt uitgevoerd binnen dertig dagen na het begin van de geldigheidsduur van de vergunning], naar rato van het aantal dagen die overblijven tot 31 december van het lopende jaar.</p>
<p>Lorsqu'une autorisation prend fin, la redevance annuelle est due jusqu'au jour durant lequel l'autorisation prend fin.</p>	<p>Wanneer een vergunning verstrijkt, is het jaarlijkse recht verschuldigd tot de dag waarop de vergunning verstrijkt.</p>
<p><b>Art. 9.</b> Les montants visés aux articles 7 et 8 sont adaptés à l'indice des prix à la consommation ayant base 2013=100 comme période de référence, le 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.</p>	<p><b>Art. 9.</b> De bedragen bedoeld in de artikelen 7 en 8 worden jaarlijks op 1 januari aangepast aan het indexcijfer van de consumptieprijzen dat basis 2013=100 als referentieperiode heeft.</p>
<p>L'adaptation est réalisée à l'aide du coefficient obtenu en divisant l'indice des prix du mois de décembre, qui précède le mois de janvier au cours duquel l'adaptation a lieu, par l'indice des prix du mois de décembre 2022.</p>	<p>De aanpassing geschiedt met behulp van de coëfficiënt die verkregen wordt door het indexcijfer van de maand december die voorafgaat aan de maand januari in de loop waarvan de aanpassing plaatsvindt, te delen door het indexcijfer van de maand december 2022.</p>
<p></p>	<p></p>
<p><b>CHAPITRE 5. - Contrôle</b></p>	<p><b>HOOFDSTUK 5. - Controle</b></p>

<p><b>Art. 10. § 1<sup>er</sup>.</b> Le titulaire d'autorisation est tenu de fournir à la demande de l'Institut toute information concernant l'état de mise en œuvre de son réseau local.</p>	<p><b>Art. 10. § 1.</b> De vergunninghouder is verplicht op verzoek van het Instituut alle inlichtingen te verstrekken over de staat van gebruik van zijn lokale netwerk.</p>
<p>Le titulaire d'autorisation collabore gratuitement à toute demande de l'Institut visant à vérifier que les dispositions du présent arrêté ou de l'autorisation sont respectées.</p>	<p>De vergunninghouder verleent gratis zijn medewerking bij elk verzoek van het Instituut dat erop gericht is na te gaan of de bepalingen van dit besluit of van de vergunning worden nageleefd.</p>
<p><b>§ 2.</b> Le titulaire d'autorisation est tenu de présenter immédiatement l'autorisation à toute réquisition des services de contrôle de l'Institut.</p>	<p><b>§ 2.</b> De vergunninghouder is verplicht om onmiddellijk de vergunning te tonen op elke vordering van de controlediensten van het Instituut.</p>
<p><b>Art. 11. § 1<sup>er</sup>.</b> Les services de contrôle de l'Institut utilisent les équipements de mesure qu'ils jugent appropriés ainsi que toutes les méthodes généralement admises pour de telles mesures.</p>	<p><b>Art. 11. § 1.</b> De controlediensten van het Instituut gebruiken de meetapparatuur die zij geschikt achten, alsook alle voor dergelijke metingen algemeen aanvaarde methodes.</p>
<p>Ils peuvent accepter les résultats de mesures effectuées par des organismes opérant sous son contrôle ou non.</p>	<p>Zij mogen de resultaten aannemen van metingen die werden verricht door, al dan niet onder hun toezicht opererende, organisaties.</p>
<p><b>§ 2.</b> Afin de permettre aux services de contrôle de l'Institut d'exercer leurs missions de contrôle, chaque titulaire d'une autorisation leur fournit l'accès à ses stations de radiocommunications et facilite leur tâche grâce à tous les moyens disponibles tout en garantissant leur sécurité.</p>	<p><b>§ 2.</b> Om de controlediensten van het Instituut in staat te stellen hun controleopdrachten uit te voeren, verschaft elke houder van een vergunning hen de toegang tot zijn radiocommunicatiestations en vergemakkelijkt hij hun taak met behulp van alle beschikbare middelen, waarbij hij hun veiligheid garandeert.</p>
<p><b>Art. 12. § 1<sup>er</sup>.</b> Lorsqu'une station de radiocommunications mal réglée ou défectueuse cause des brouillages préjudiciables, les services de contrôle de l'Institut prennent les mesures nécessaires et équitables en vue de mettre fin aux brouillages préjudiciables. Le titulaire de la station de radiocommunications suspend les émissions provoquant des brouillages préjudiciables, sur simple demande des services de contrôle de l'Institut.</p>	<p><b>Art. 12. § 1.</b> Indien een slecht geregeld of defect radiocommunicatiestation schadelijke storingen veroorzaakt, nemen de controlediensten van het Instituut de noodzakelijke en billijke maatregelen om een eind te maken aan de schadelijke storingen. De houder van het radiocommunicatiestation schorst op eenvoudig verzoek van de controlediensten van het Instituut de uitzendingen die schadelijke storingen veroorzaken.</p>

<p><b>§ 2.</b> Lorsqu'il n'est pas possible de procéder immédiatement aux réglages nécessaires, les services de contrôle de l'Institut peuvent accorder un délai de maximum trente jours au titulaire de la station de radiocommunications pour se conformer aux obligations imposées par l'Institut. À défaut ou en cas de récidive, les services de contrôle de l'Institut procèdent à la mise hors service de la station de radiocommunications. Ils peuvent prendre toutes les mesures afin de s'assurer que la station de radiocommunications ne sera pas remise en service.</p>	<p><b>§ 2.</b> Als het niet mogelijk is om de noodzakelijke regelingen onmiddellijk uit te voeren, kunnen de controlediensten van het Instituut een maximumtermijn van dertig dagen toekennen aan de houder van het radiocommunicatiestation om aan de door het Instituut opgelegde verplichtingen te voldoen. Bij het in gebreke blijven, of in geval van recidive, gaan de controlediensten van het Instituut over tot het buiten werking stellen van het radiostation. Zij kunnen alle maatregelen nemen om ervoor te zorgen dat het radiocommunicatiestation niet opnieuw in werking wordt gesteld.</p>
<p>La suspension ou les mesures prises ne sont levées qu'après le réglage efficace de la station de radiocommunications et la constatation de la disparition du brouillage préjudiciable par les services de contrôle de l'Institut.</p>	<p>De schorsing of de genomen maatregelen worden pas opgeheven na de efficiënte regeling van het radiocommunicatiestation en de vaststelling door de controlediensten van het Instituut dat de schadelijke storing verdwenen is.</p>
<p><b>Art. 13. § 1<sup>er</sup>.</b> Les plaintes relatives aux brouillages préjudiciables sont introduites auprès de l'Institut.</p>	<p><b>Art. 13. § 1.</b> Klachten betreffende schadelijke storingen worden ingediend bij het Instituut.</p>
<p>L'Institut en examine le fondement, procède aux enquêtes destinées à établir les responsabilités et prescrit, le cas échéant, les mesures appropriées pour remédier aux brouillages préjudiciables.</p>	<p>Het Instituut onderzoekt de oorzaak ervan, verricht onderzoek bestemd om de verantwoordelijkheden vast te stellen en schrijft, eventueel, de passende maatregelen voor om de schadelijke storingen te verhelpen.</p>
<p><b>§ 2.</b> Lorsque ces brouillages préjudiciables sont provoqués par un équipement ou une installation ou partie d'installation électrique, radioélectrique ou autre, et que la cause en est soit un défaut de conception ou de construction, y compris une modification, soit un mauvais entretien, un mauvais usage ou une défectuosité, l'utilisateur responsable est tenu de procéder, à ses frais, aux réparations ou modifications nécessaires pour éliminer ces brouillages préjudiciables.</p>	<p><b>§ 2.</b> Wanneer deze schadelijke storingen veroorzaakt worden door een elektrische, radio- of andere apparatuur of installatie of deel van een installatie, en de oorzaak ervan hetzij een ontwerp- of constructiefout, eventueel ook een wijziging, hetzij een slecht onderhoud of gebruik ofwel een defect is, moet de verantwoordelijke gebruiker op zijn kosten de herstellingen of aanpassingen uitvoeren die nodig zijn om deze schadelijke storingen op te heffen.</p>

<p><b>§ 3.</b> Lorsqu'il n'est pas possible de procéder immédiatement aux réglages nécessaires, les services de contrôle de l'Institut peuvent accorder un délai de maximum trente jours à l'usager responsable pour se conformer aux obligations imposées par l'Institut et éliminer les brouillages préjudiciables. À défaut ou en cas de récidive, les services de contrôle de l'Institut procèdent à la mise hors service de l'installation. Ils peuvent prendre toutes les mesures afin de s'assurer que l'installation ne sera pas remise en service.</p>	<p><b>§ 3.</b> Als het niet mogelijk is om de nodige regelingen onmiddellijk uit te voeren, kunnen de controlediensten van het Instituut een maximumtermijn van dertig dagen toekennen aan de verantwoordelijke gebruiker om aan de door het Instituut opgelegde verplichtingen te voldoen en de schadelijke storingen op te heffen. Bij het in gebreke blijven, of in geval van recidive, gaan de controlediensten van het Instituut over tot de buitenwerkingstelling van de installatie. Zij kunnen alle maatregelen nemen om zich ervan te vergewissen dat de installatie niet opnieuw in dienst zal worden gesteld.</p>
<p>La suspension ou les mesures prises ne sont levées qu'après le réglage efficace de l'équipement ou de l'installation et la constatation de la disparition des brouillages préjudiciables par les services de contrôle de l'Institut.</p>	<p>De schorsing of de genomen maatregelen worden pas opgeheven na de efficiënte regeling van de apparatuur of de installatie en de vaststelling door de controlediensten van het Instituut dat de schadelijke storingen verdwenen zijn.</p>
<p><b>§ 4.</b> Les dispositions du présent article ne s'appliquent qu'aux brouillages préjudiciables constatés dans des installations radioélectriques ou résultants de leur établissement conformément aux meilleures règles de la technique, entre autres à celles qui s'imposent précisément pour garantir la protection contre de tels brouillages préjudiciables.</p>	<p><b>§ 4.</b> De voorschriften van dit artikel zijn maar van toepassing op de schadelijke storingen vastgesteld in of ten gevolge van de radio-installaties aangelegd overeenkomstig de beste regels van de techniek, onder andere die welke juist geboden zijn om de bescherming tegen dergelijke schadelijke storingen te waarborgen.</p>
<p>Elles ne préjudicient en aucun cas les prescriptions réglementaires en matière de compatibilité électromagnétique et de conformité de l'équipement.</p>	<p>Zij doen in geen geval afbreuk aan de reglementaire voorschriften inzake elektromagnetische compatibiliteit en de conformiteit van apparatuur.</p>
<p><b>CHAPITRE 6. - Procédure relative à l'octroi des autorisations</b></p>	<p><b>HOOFDSTUK 6. - Procedure voor de toekenning van de vergunningen</b></p>
<p><b>Art. 14. § 1<sup>er</sup>.</b> Toute personne souhaitant obtenir une autorisation introduit une demande auprès de l'Institut.</p>	<p><b>Art. 14. § 1.</b> Eenieder die een vergunning wenst te krijgen, dient een aanvraag in bij het Instituut.</p>
<p><b>§ 2.</b> La demande inclut un rapport clair justifiant les besoins en spectre.</p>	<p><b>§ 2.</b> De aanvraag bevat een duidelijk verslag dat de spectrumbehoeften rechtvaardigt.</p>
<p><b>§ 3.</b> L'Institut fixe le format à respecter pour les candidatures.</p>	<p><b>§ 3.</b> Het Instituut legt het formaat vast dat de kandidaturen moeten naleven.</p>

<b>Art. 15. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut analyse les demandes dans l'ordre dans lequel il les reçoit.	<b>Art. 15. § 1.</b> Het Instituut onderzoekt de aanvragen in de volgorde waarin het die ontvangt.
<b>§ 2.</b> Pour chaque demande, l'Institut effectue une étude de compatibilité avec les autres utilisateurs du spectre radioélectrique.	<b>§ 2.</b> Voor elke aanvraag verricht het Instituut een studie inzake compatibiliteit met de andere gebruikers van het radiospectrum.
<b>§ 3.</b> L'Institut peut solliciter toute information complémentaire utile en vue de réaliser l'étude de compatibilité.	<b>§ 3.</b> Het Instituut kan alle bijkomende nuttige informatie opvragen om de compatibiliteitsstudie uit te voeren.
<b>§ 4.</b> L'Institut prend une décision sur la demande d'autorisation, sur la base de l'étude de compatibilité. Cette décision est notifiée au demandeur, au plus tard dix semaines après la réception de la demande par l'Institut ou dix semaines après la réception des informations si l'Institut a sollicité des informations complémentaires conformément au paragraphe 3.	<b>§ 4.</b> Het Instituut neemt een besluit over de vergunningsaanvraag op basis van de compatibiliteitsstudie. Dit besluit wordt genotificeerd aan de aanvrager uiterlijk tien weken na de ontvangst van de aanvraag door het Instituut of tien weken na de ontvangst van de informatie, indien het Instituut bijkomende informatie heeft gevraagd overeenkomstig paragraaf 3.
<b>Art. 16.</b> L'Institut peut refuser d'octroyer une autorisation lorsque :	<b>Art. 16.</b> Het Instituut kan weigeren een vergunning te verlenen wanneer:
1° une autorisation délivrée au demandeur a fait l'objet d'une suspension ou d'une révocation antérieure ; ou	1° een aan de aanvrager afgegeven vergunning voordien is geschorst of ingetrokken; of
2° le demandeur n'a pas payé, complètement ou partiellement, les montants dus sur base des articles 7 ou 8 au titre d'une autorisation antérieure.	2° de aanvrager de bedragen die op basis van de artikelen 7 of 8 verschuldigd zijn op naam van een eerdere vergunning, geheel of gedeeltelijk, niet heeft betaald.
<b>CHAPITRE 7. – Suspension et révocation</b>	<b>HOOFDSTUK 7. – Schorsing en intrekking</b>
<b>Art. 17. § 1<sup>er</sup>.</b> L'Institut peut suspendre ou révoquer une autorisation lorsque le titulaire :	<b>Art. 17. § 1.</b> Het Instituut kan een vergunning schorsen of intrekken, wanneer de houder:
1° ne respecte pas les dispositions du présent arrêté ou de l'autorisation ;	1° de bepalingen van dit besluit of van de vergunning niet naleeft;
2° refuse d'appliquer des mesures prescrites en vue d'éliminer des brouillages préjudiciables provoqués par son réseau local;	2° weigert maatregelen te treffen die voorgeschreven zijn om door zijn lokaal netwerk veroorzaakte schadelijke storingen op te heffen;

3° ne paie pas dans les délais fixés les redevances dues sur base des articles 7 ou 8;	3° niet binnen de vastgestelde termijnen de op basis van de artikelen 7 of 8 verschuldigde rechten betaalt;
4° ne met pas en service une fréquence ayant fait l'objet de l'autorisation, dans un délai de 12 mois.	4° een frequentie waarvoor een vergunning is verleend, niet binnen een termijn van 12 maanden in gebruik neemt.
<b>§ 2.</b> La suspension ou la révocation est notifiée au titulaire par lettre recommandée à la poste.	<b>§ 2.</b> De schorsing of de intrekking wordt meegedeeld aan de houder met een ter post aangetekende brief.
<b>§ 3.</b> La suspension ou révocation ne donne lieu à aucune indemnisation ni au remboursement des redevances payées, ni à l'annulation des redevances dues.	<b>§ 3.</b> De schorsing of intrekking geeft geen aanleiding tot enige schadevergoeding noch terugbetaling van de betaalde rechten, noch tot de annulatie van de verschuldigde rechten.
<b>CHAPITRE 8. - Dispositions modificatrices</b>	<b>HOOFDSTUK 8. - Wijzigingsbepalingen</b>
<b>Art. 18.</b> Dans l'article 4, de l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion de l'espace de numérotation national et à l'attribution et au retrait des droits d'utilisation de numéros, la disposition au 2°, est complétée par les mots :	<b>Art. 18.</b> In artikel 4 van het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het beheer van de nationale nummeringsruimte en de toekenning en intrekking van gebruiksrechten voor nummers, wordt de bepaling onder 2° aangevuld met de woorden:
« - l'exploitation de services sur la base de la capacité de numérotation visée à l'article 75. »	“- de uitbating van diensten op basis van nummercapaciteit bedoeld in artikel 75.”
<b>Art. 19.</b> Dans le titre du chapitre VI, section 5 et à l'article 75, § 1 <sup>er</sup> , du même arrêté,	<b>Art. 19.</b> In de titel van hoofdstuk VI, afdeling 5 en in artikel 75, § 1, van hetzelfde besluit
les mots « équipements et les utilisateurs en situation de roaming » sont remplacés par les mots « réseaux publics et les abonnements » ;	worden de woorden “apparatuur en gebruikers in roaming-toestand” vervangen door de woorden “openbare netwerken en abonnementen”;
Dans l'article 75 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :	In artikel 75 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:
1° les paragraphes 2/1 et 2/2 rédigés comme suit sont insérés :	1° de paragrafen 2/1 en 2/2 worden ingevoegd, luidende:

<p>« § 2/1. Les personnes morales, et ce, exclusivement pour leur propre réseau privé, qui prouvent qu'elles ont engagé des négociations commerciales avec un opérateur de réseau mobile afin de conclure un accord de roaming et ont une intention réaliste d'exploiter un service capable d'utiliser cette capacité de numérotation de manière utile peuvent introduire une demande de réservation selon les modalités décrites à l'article 10. L'attribution d'un code de réseau mobile n'est possible que si un accord commercial de roaming est conclu entre la personne morale concernée et un opérateur de réseau mobile. Si l'accord commercial est dissous, le code de réseau mobile attribué est annulé.</p>	<p>“§ 2/1. Rechtspersonen én dit uitsluitend voor hun eigen privaat netwerk die aantonen dat ze in commerciële onderhandeling zijn met een mobiele netwerkkoperator om een roamingovereenkomst af te sluiten en een realistische intentie hebben om een dienst uit te baten die van deze nummercapaciteit nuttig gebruik kan maken kunnen een reservatieaanvraag volgens de modaliteiten beschreven in artikel 10 indienen. Toewijzing van een mobiele netwerkcode is enkel mogelijk als een commerciële roamingovereenkomst is afgesloten tussen de betrokken rechtspersoon en een mobiele netwerkkoperator. Ingeval het commercieel akkoord wordt ontbonden wordt de toegewezen mobiele netwerkcode geannuleerd.</p>
<p>§ 2/2. L'Institut peut prévoir jusque maximum trois codes de réseau mobile à deux chiffres destinés à une utilisation commune pour les réseaux privés de personnes morales, exclusivement pour un usage interne. »;</p>	<p>§ 2/2. Het Instituut kan tot maximaal drie mobiele tweecijferige netwerkcodes voorzien voor gemeenschappelijk gebruik voor de private netwerken van rechtspersonen uitsluitend voor intern gebruik.”;</p>
<p>2° l'article est complété par les paragraphes 4 et 5 rédigés comme suit :</p>	<p>2° het artikel wordt aangevuld met paragrafen 4 en 5 luidende:</p>
<p>« § 4. Les personnes morales, et ce, exclusivement pour leur propre réseau privé, peuvent, conformément aux principes définis à l'appendice III de la recommandation E.212 de l'UIT (amendement I), utiliser un code de réseau mobile après le code de pays mobile 999 moyennant une notification à l'Institut avant sa mise en service.</p>	<p>“§ 4. Rechtspersonen én dit uitsluitend voor hun eigen privaat netwerk kunnen conform de principes zoals neergelegd in appendix III van de E.212- ITU aanbeveling (Amendement I) een mobiele netwerkcode gebruiken na de mobiele landencode 999 mits het Instituut hiervan vóór de ingebruikname ervan wordt genotificeerd.</p>
<p>§ 5. Pas plus de 60 % des codes de réseau mobiles rendus disponibles par l'UIT pour la Belgique peuvent être réservés ou attribués pour des réseaux privés. ».</p>	<p>§ 5. Niet meer dan 60% van de door de ITU beschikbaar gestelde mobiele netwerkcodes voor België kunnen worden toegewezen of gereserveerd voor private netwerken..”.</p>
<p><b>Art. 20.</b> À l'article 84 du même arrêté, modifié par les arrêtés royaux du 24 mars 2009 et du 4 avril 2014, les modifications suivantes sont apportées :</p>	<p><b>Art. 20.</b> In artikel 84 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 24 maart 2009 en 4 april 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht:</p>
<p>1° il est inséré un paragraphe 3/1, rédigé comme suit :</p>	<p>1° er wordt een paragraaf 3/1 ingevoegd, luidende:</p>

« § 3/1. Les droits annuels pour les codes de réseau mobiles attribués aux personnes morales visées à l'article 75, § 2/1, sont fixés à 1/4 de ceux des réseaux publics. Aucuns frais de dossiers ni droits annuels ne sont facturés pour les codes de réseau mobiles utilisés de manière commune. »;	“§ 3/1. Jaarlijkse rechten voor mobiele netwerkcodes toegewezen aan rechtspersonen bedoeld in artikel 75 § 2/1 worden vastgelegd op 1/4 van deze van de publieke netwerken. Voor mobiele netwerkcodes die gemeenschappelijk worden gebruikt, worden geen dossierkosten of jaarlijkse rechten aangerekend.”;
2° dans le paragraphe 4, les mots « § 2 et 3 » sont remplacés par les mots « § 2, 3 et 3/1 ».	2° in paragraaf 4 worden de woorden “§ 2 en 3” vervangen door de woorden “§ 2, 3 en 3/1”.
<b>Art. 21.</b> Dans l'article 2 de l'arrêté royal du 18 décembre 2009 relatif aux communications radioélectriques privées et aux droits d'utilisation des réseaux fixes et des réseaux à ressources partagées, modifié par l'arrêté royal du 14 décembre 2018, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre l'alinéa 1 <sup>er</sup> et l'alinéa 2 :	<b>Art. 21.</b> In artikel 2 van het koninklijk besluit van 18 december 2009 betreffende de private radiocommunicatie en de gebruiksrechten voor vaste netten en netten met gedeelde middelen, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 14 december 2018, wordt tussen het eerste lid en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende:
« Par dérogation à l'alinéa 1 <sup>er</sup> , le présent arrêté ne s'applique pas aux stations de radiocommunications autorisées ou qui pourraient être autorisées, conformément à l'arrêté royal du 4 juin 2023 concernant les réseaux locaux hertziens privés à large bande. ».	“In afwijking van het eerste lid, is dit besluit niet van toepassing op de radiocommunicatiestations die vergund zijn of vergund zouden kunnen worden overeenkomstig het koninklijk besluit van 4 juni 2023 betreffende private lokale breedbandradionetwerken”.
<b>CHAPITRE 9. - Dispositions finales</b>	<b>HOOFDSTUK 9. - Slotbepalingen</b>
<b>Art. 22.</b> Le ministre qui a les Télécommunications dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.	<b>Art. 22.</b> De minister bevoegd voor Telecommunicatie is belast met de uitvoering van dit besluit.